

LUCIANO CANFORA

# *Exporter la liberté*

ÉCHEC D'UN MYTHE



LE BON  
SENS

ÉDITIONS DES JONQUÈRES

**LUCIANO CANFORA**

**Exporter la liberté**

Échec d'un mythe

traduit de l'italien par Dominique VITTOZ  
ÉDITIONS DESJONQUÈRES

# PROLOGUE : LIBERTÉ POUR PIE IX

En juin 1849, la II<sup>e</sup> République française intervint militairement contre une république « sœur », la République romaine de Mazzini, pour rétablir Pie IX sur son trône. Ce fut le triomphe de la *Realpolitik*. À cette époque aussi, cela s'entend, on eut recours au mot « liberté » : la liberté de la papauté, qui avait été bafouée, comme l'écrivit Pie IX dans le *Motu proprio* où il annonçait, le 1<sup>er</sup> janvier 1849, sa fuite de Rome, pour échapper aux complots des « ennemis de tout ordre, de toute loi, de tout droit, de toute véritable liberté », à savoir Mazzini, Garibaldi et leurs partisans.

Dans ce domaine, le premier Bonaparte avait mené une tout autre politique. Ce n'était pas un idéaliste et il ne s'abandonnait pas à la rhétorique de la « liberté » ; mais il avait mis à genoux les Anciens Régimes, papauté comprise.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Benedetto Croce écrivait :

Les preuves ou les confirmations que la politique est politique s'accumulent sous nos yeux jour après jour. Il était généralement dit et admis qu'en Espagne la dictature du général Franco ne l'avait pas emporté sans la volonté tacite et l'appui indirect des Conservateurs anglais. Un professeur de philosophie d'Oxford, Robin G. Collingwood, esprit noble et intelligent trop tôt disparu et qui fut mon ami, écrivit en 1939, à son retour d'un voyage en Espagne, un véritable *J'accuse* contre son pays qui avait voulu et facilité l'élimination de la République espagnole. Mais aujourd'hui, alors que l'opinion publique internationale semblait unanime à estimer que l'Espagne, après la chute du nazisme, ne pouvait rester en dictature et devait recouvrer sa liberté, voici que l'Angleterre, au nom du respect de la souveraineté espagnole, rappelle le principe selon lequel « chaque peuple est libre de se donner la forme de gouvernement qu'il souhaite » ; ainsi ce régime totalitaire a-t-il été renforcé et, provisoirement au moins, rassuré. Et cette fois, ce ne sont pas des Conservateurs qui énoncent ce principe, mais des Travailleurs. Critiquerons-nous un tel principe ? Dirons-nous qu'il ne s'accorde pas avec la volonté professée et affichée de rétablir le régime de liberté dans toute l'Europe ? Démonstrerons-nous que, tout comme on emploie des moyens énergiques pour contraindre des peuples barbares à se civiliser, il faudrait aider un peuple civilisé à reconquérir sa liberté quand, pour son malheur, il est tombé dans la spirale d'un régime de violence ? Ces critiques seraient vaines : cette décision anglaise est un acte de politique anglaise, aucun tribunal ne peut la juger et la conscience morale ne peut ni l'approuver ni la désapprouver car, en tant qu'acte politique, il n'admet d'obstacle ou de remède que politique ; et si, dans la sphère politique, on veut le taxer de dangereux pour l'avenir de l'Europe et de l'Angleterre elle-même (comme en effet la faveur accordée au fascisme par les dirigeants européens, dans ce pays et ailleurs, se révéla dangereuse et nuisible), cette qualification sera impuissante devant le fait que les dirigeants anglais, responsables de l'avenir de leur pays, estiment ne pas être en mesure d'agir autrement dans la situation actuelle. Si les intérêts anglais viennent à entrer en conflit avec les intérêts espagnols, on assistera vite à un changement de ton et la croisade sera lancée au nom de la morale contre ce régime d'oppression. Tout comme on le vit avec le fascisme quand, après l'avoir courtoisé, on s'indigna : après avoir envié le peuple qui le glorifiait, on réprouva ce même peuple pour l'avoir toléré.<sup>[1]</sup>

Redoutant un traité de paix sévère pour son pays, Croce poursuivait en incitant les puissances victorieuses, Grande-Bretagne en tête, à ne pas se découvrir sur le tard une ardeur vengeresse contre l'Italie qui sortait du fascisme. Et il formulait la critique la plus réfléchie qu'on connaisse contre la fureur, à éclipses mais toujours sacrée, des « exportateurs de liberté ».

# I LIBERTÉ POUR LES GRECS

Alors qu'on abattait les remparts d'Athènes, au mois d'avril de l'an 404 av. J.-C., beaucoup pensèrent – comme on le lit dans l'*Histoire grecque* de Xénophon – « que de ce jour datait la liberté des Grecs ». Sur ces mots, s'achève le récit de la « grande guerre » qui avait déchiré le monde grec pendant presque trente ans.<sup>[2]</sup>

La « grande guerre du Péloponnèse » (431-404 av. J.-C.) avait vite acquis aux yeux des contemporains les plus avisés une très grande importance, bien supérieure à celle de tous les conflits précédents, y compris de la guerre semi-mythique contre Troie et des glorieuses guerres médiques. La raison de cette importance exceptionnelle en était la durée. Au fur et à mesure que les opérations militaires s'éternisaient, on prenait conscience du fait que cette guerre ne se résumerait pas à quelques combats, que la « bataille décisive » était encore loin. Mais pourquoi une telle durée, inconnue jusqu'alors ? Parce que l'enjeu de ce conflit était la lutte pour l'hégémonie.

Au lendemain des guerres médiques (478 av. J.-C.), Athènes s'était affirmée comme une grande puissance, pôle d'attraction pour un nombre considérable d'États, des îles surtout, qui avaient tiré le plus grand bénéfice de la victoire athénienne sur mer contre la flotte perse. Une « alliance » s'était donc créée, vite officialisée, avec Athènes pour « État-guide ». Cette rupture des équilibres traditionnels du monde grec – Sparte, et elle seule avait été jusqu'alors la « grande puissance » incontestée – fut à l'origine du conflit avec cette dernière, qui éclata cinquante ans environ après la victoire athénienne sur les Perses. L'« alliance » se mua rapidement en « empire » et les alliés devinrent de plus en plus des « sujets ». À côté de la poursuite théorique de la guerre contre les Perses, visant à « libérer » les Grecs d'Asie mineure, Athènes, « État-guide », se consacra avec une fréquence croissante à réprimer ses propres alliés, tentés de lui faire défection. Tentation d'autant plus forte qu'Athènes s'efforçait de maintenir au pouvoir, dans les cités alliées, des gouvernements de même tendance que le sien : des gouvernements « démocratiques », vacillants ou ne disposant pas d'une supériorité numérique sur leurs adversaires (les oligarques et leurs partisans), mais soutenus par les armes de l'« État-guide ».

Ainsi l'alliance, née dans la foulée de la victoire sur la Perse pour apporter la « liberté », entendons l'indépendance, aux Grecs d'Asie mineure, se transforma en un mécanisme implacable de frein, de contrôle, voire de répression, des Grecs « libérés ». Chaque fois qu'ils le pouvaient, les oligarques tentaient deux opérations étroitement liées : abattre le système démocratique et sortir de la ligue athénienne. La principale défection précédant la « grande guerre » qui allait durer trente ans, fut celle de l'île de Samos (441-440 av. J.-C.). Athènes lança contre cette dernière une répression de grande ampleur, lui livrant une véritable guerre qui dura des années. Mais encore une fois, Sparte n'apporta aucun secours aux rebelles, contrairement à ce que ceux-ci avaient peut-être espéré. Il est évident qu'une intervention aurait signifié une guerre généralisée, aux conséquences imprévisibles.

Sparte, comme toute grande puissance engagée dans une partie d'échecs aussi colossale, ne pouvait laisser à d'autres États le soin de décider quand déclencher un conflit qu'on pressentait comme inévitable. Elle passa à l'action quand elle le jugea nécessaire, et même inéluctable, pas avant. Ceux qui avaient agi plus tôt, pensant peut-être forcer la main à la

grande rivale d'Athènes, furent abandonnés à leur sort. Et écrasés. Plus encore, par un paradoxe révélateur, Samos elle-même, qui avait subi une guerre et une répression d'une dureté impitoyable et, une fois vaincue, avait vu les démocrates revenir au pouvoir dans les bagages de l'armée athénienne, devint dès lors la plus fidèle alliée d'Athènes. Nous y reviendrons.

Mais deux grandes puissances à vocation impériale, pour différents qu'en soient les empires, peuvent-elles coexister longtemps dans la même aire géopolitique ?

Sparte ne possédait pas un véritable empire organisé en régime oppressif, comme l'empire athénien (oppressif, bien sûr, pour les couches sociales qui s'y opposaient, pas pour celles qu'Athènes soutenait). Sparte était à la tête d'une coalition de puissances, dont certaines, comme Corinthe et Thèbes, pouvaient être importantes ; mais toutes demeuraient « autonomes », selon l'expression de Thucydide<sup>[3]</sup> quand il évoque Sparte et son système d'alliances, car elles étaient semblables à Sparte dans leur organisation et par conséquent consentantes. Cette ligue s'appelait « les Spartiates et leurs alliés ». Elle connaissait aussi des tensions, mais différentes de celles qui mettaient Athènes en difficulté avec ses satellites. Les Corinthiens, par exemple, dont l'activité commerciale était importante, trouvaient intolérable la domination grandissante d'Athènes sur les mers. Aussi faisaient-ils pression sur Sparte pour qu'elle considère des frictions locales avec Athènes comme un prétexte suffisant au déclenchement d'une guerre générale.

Cette pression n'eut pas d'effets immédiats. Elle dura des années. Quand, à la fin, Sparte rassembla ses alliés en congrès (432 av. J. -C.) et qu'elle écouta leurs requêtes et leurs plaintes, la décision de marcher au conflit fut prise non parce que l'éloquence corinthienne aurait fléchi la traditionnelle prudence des dirigeants de Sparte, mais parce que ceux-ci étaient désormais arrivés de leur côté à la conclusion « que la guerre était inéluctable ».<sup>[4]</sup>

À ce stade, tandis que le fracas des armes retentissait déjà sur des fronts périphériques, Sparte décida de pousser à la rupture. Comme toujours dans sa longue histoire, elle veilla à mettre la justice de son côté : par différents biais diplomatiques, elle adressa un ultimatum à Athènes, l'assurant en substance qu'elle n'entrerait pas en guerre si Athènes laissait les Grecs *libres* (« autonomes »)<sup>[5]</sup>, entendons les Grecs membres de l'alliance athénienne. Sparte savait bien que dans les cités alliées d'Athènes, un camp politique au moins ne supportait pas cette alliance. Elle savait aussi que le dispositif impérial athénien, bien que fondé sur l'appui militaire aux régimes démocratiques, menaçait de saper le consensus entourant ces régimes : justement parce que la domination/exploitation exercée par « l'État-guide » est destinée à dégoûter même une partie croissante de la population qui avait en principe intérêt à cette alliance. Sparte choisit avec soin son moment et, en effet, dès les premières années de la guerre, les défections reprirent, dont la plus grave fut celle de la puissante île de Lesbos.

Le mot d'ordre de la « liberté des Grecs » avait porté. Désormais, Sparte pouvait apparaître, et elle apparaissait effectivement, comme la grande puissance qui répondait enfin à l'exaspération diffuse suscitée par la domination athénienne et qui se résolvait à la guerre – bien que consciente de l'ampleur des enjeux, très supérieurs à tous ceux auxquels elle avait eu à faire face jusque-là – pour « apporter la liberté aux Grecs ».

Suivre les aléas de cette guerre – qu'on ne perçut qu'*a posteriori* comme une seule et même guerre – signifie découvrir presque à chaque pas l'abîme qui sépare, d'un côté la proclamation, très efficace, de la « liberté » qu'il convient de rétablir dans l'empire adverse, et de l'autre, la stratégie effectivement poursuivie par les puissances en lutte. Deux moments au moins furent révélateurs : quand Sparte demanda soudain la paix après la perte de cent de ses citoyens au siège de Sphactérie (424 av. J.-C.) et quand les deux belligérants choisirent de clore les hostilités par une paix de compromis (421 av. J.-C.).

Le premier épisode révèle combien les préoccupations de caste (les Spartiates n'étaient que l'élite dirigeante de Sparte, numériquement très faible) étaient plus fortes que le désir affiché d'« exporter la liberté » dans l'empire adverse. Le second est plus significatif encore. Convaincus de ne pouvoir obtenir de victoire définitive, les groupes dirigeants de Sparte, surtout après la mort de Brasidas, décident de souscrire à une paix qui entérine le « *statu quo* ». Il faut bien voir l'importance et la gravité d'une telle décision du point de vue de Sparte. En concluant cette paix sur la base de la clause selon laquelle « chacun garde sa propre sphère d'influence », Sparte *reconnaissait pour la première fois formellement l'existence et la légitimité de l'empire adverse*. La même situation s'est répétée lors des accords d'Helsinki (1975) à l'égard de l'empire soviétique, né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945-1947) et renforcé par le Pacte de Varsovie en 1955.

Mais les raisons profondes d'un conflit à outrance n'avaient pas disparu. Certains comprirent d'emblée que, du côté de Sparte, ceux qui avaient signé cette paix au risque d'irriter les plus importants de leurs alliés, n'y croyaient pas tout à fait. Dix ans de guerre menée en vain : c'était une perspective inacceptable. Au-delà des reculs tactiques, l'anéantissement de l'empire adverse restait l'objectif stratégique essentiel.

La décision impérialiste d'Athènes d'attaquer à l'ouest et de tenter de prendre le contrôle de la Sicile en assiégeant Syracuse (415 av. J.-C.), affaiblie par des rivalités locales, fournit à Sparte comme à Corinthe le prétexte idéal pour reprendre les hostilités. C'était désormais la « liberté de la Sicile » qu'il s'agissait de protéger.

Et pourtant même la défaite athénienne (413 av. J.-C.) et la perte de toute une « grande armée » n'assurèrent pas la victoire de Sparte. Même la crise politique intérieure qui éclata à Athènes en 411 fut surmontée. La résistance acharnée d'Athènes ne fut brisée que lorsque Sparte, en la personne du cynique et habile Lysandre, réussit à obtenir l'aide financière de la Perse, l'ennemie traditionnelle de la « liberté grecque », selon la rhétorique en vigueur à Athènes comme à Sparte, et le coup de grâce ne lui fut sans doute porté que par la trahison de certains de ses généraux, qui lui fit perdre sa flotte. Cédant à la famine, Athènes dut capituler. Ses remparts imprenables, qui devaient lui permettre de résister indéfiniment, furent abattus par les Athéniens eux-mêmes, à qui leurs vainqueurs imposèrent cette extrême humiliation. Depuis ce jour – on l'a dit – nombreux furent ceux qui « considérèrent que commençait la liberté des Grecs ».

Sparte avait atteint son but : abolir l'anomalie d'une coexistence prolongée avec une autre grande puissance ; et elle avait traduit dans les faits son mot d'ordre d'« apporter la liberté ». Et comme l'ironie de l'histoire est souvent impitoyable, seul le secours des Perses avait

permis son triompher. Sparte n'avait « apporté la liberté » aux Grecs qu'avec l'aide de « l'ennemi éternel de la liberté des Grecs ». Et elle put instaurer ainsi pendant une dizaine d'années (ensuite la situation militaire changea) la domination la plus féroce que jamais puissance grecque eût exercée sur d'autres Grecs.

Il est inexact de prétendre que tous « les Grecs » avaient demandé à Sparte d'être « libérés » : la requête venait surtout de cette frange politique et sociale des villes et des îles qui, des années durant, avait tenté en vain d'abattre le « pouvoir populaire » épaulé par Athènes. Maintenant, les rôles risquaient de s'inverser.

La principale erreur de Sparte au lendemain de sa victoire fut de vouloir la cohérence, notoirement impossible, entre propagande et politique de puissance. Ayant établi sa domination sur l'ensemble du monde grec et imposé aux cités naguère alliées d'Athènes ses gouverneurs inflexibles et bien armés, Sparte se crut en mesure de régler ses comptes avec la Perse. Ce nouveau développement dans sa politique de puissance devait constituer le couronnement de sa conduite « immaculée » et « politiquement correcte ». Puisque l'argent perse avait été utilisé pour « une bonne cause », on pouvait désormais « apporter la liberté » aux Grecs d'Asie mineure, en termes clairs tenter d'abattre le colosse asiatique miné par des tensions diverses, en particulier dynastiques.

Ce plan échoua. Tandis que sur ses arrières, le conflit se rallumait en Grèce, Sparte voyait sa flotte anéantie à Cnide (394 av. J.-C.) par une flotte perse aux ordres d'un grand général athénien, Conon, qui obtint même de la Perse l'argent nécessaire pour reconstruire les remparts d'Athènes. Cet épisode scellait l'échec du dessein de Sparte, cause de trente années de guerre féroce menée au nom de la « liberté ».

Des siècles plus tard, alors que la Grèce se trouvait sous domination de la Turquie (l'héritière géopolitique, en un sens, de l'antique empire perse), se battre pour la « liberté des Grecs » devint le mot d'ordre de groupes d'intellectuels « philhellènes » en Europe. Pendant très longtemps, la *Realpolitik* des grandes puissances, indifférentes au sort des Grecs, avait considéré sans état d'âme le sultan comme un interlocuteur. S'il était un danger pour l'Autriche en raison d'une proximité géographique alarmante, il était en revanche un partenaire intéressant pour la France du Roi-Soleil comme auparavant pour celle de François I<sup>er</sup>. Et quand, par une action spectaculaire, Bonaparte, encore « épée de la Révolution », attaqua l'empire ottoman au cœur de ses possessions, en Égypte, ce fut l'Angleterre libérale qui courut au secours de l'« Infidèle » par excellence, scellant le sort de l'Égypte et de la Grèce à la fois.

L'élite grecque, déçue par l'Occident, se tournait-elle vers le tsar comme vers le chef des chrétiens de rite « grec » ? Le résultat n'était pas meilleur. Les nombreuses protestations de solidarité ne servirent à rien quand, au début des années 1820, à la plus belle époque de la « Sainte Alliance », le tsar, fidèle allié des souverains de la Prusse protestante et de l'Autriche catholique, abandonna à leur destin ses « frères dans la foi grecs ». Ceux-ci, de défaites en trahisons et de trahisons en reculades, finirent par se libérer tout seuls. Recevant en cadeau, en gage d'amitié des grandes puissances « chrétiennes », un roi allemand.

## II

# « BONAPARTE LIBÉRATEUR »

Début 1792, alors que la Révolution n'avait pas encore pris une tournure dramatique mais que déjà les puissances européennes envisageaient l'hypothèse d'une intervention militaire en France pour rendre à Louis XVI, discrédité aux yeux de son peuple par sa fuite à Varennes, la plénitude de ses pouvoirs, à Paris le « parti de la guerre » était représenté par les Girondins, en particulier par Brissot et Dumouriez. Le 20 avril, sous le « cabinet girondin », on en vint à la déclaration de guerre, le Habsbourg n'ayant pas répondu à l'ultimatum français. Ce choix belliciste avait été dès le début combattu par Maximilien Robespierre. À cette époque, il ne faisait pas partie du nouveau parlement, l'Assemblée législative, mais il menait bataille au sein du club des Jacobins, « groupe de pression » important qui n'était pas encore une force de gouvernement. Dès le 2 janvier, Robespierre s'éleva vigoureusement contre la guerre, c'est-à-dire contre la prétention, ou l'illusion, girondine qu'il était possible d'« exporter la liberté ». « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique », dit Robespierre, « est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ; et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme ennemis. » Et encore : « Vouloir donner la liberté [à d'autres nations] avant de l'avoir nous-mêmes conquise, c'est assurer à la fois notre servitude et celle du monde entier. »

Son discours brille par son réalisme historique et politique. Robespierre rappelle aux Jacobins que ce sont les classes supérieures qui ont entrepris la Révolution : « C'est ainsi que parmi vous ce sont les parlements, les nobles, le clergé, les riches, qui ont donné le branle à la révolution ; ensuite le peuple a paru. Ils s'en sont repentis, ou du moins ils ont voulu arrêter la révolution, lorsqu'ils ont vu que le peuple pouvait recouvrer sa souveraineté ; mais ce sont eux qui l'ont commencée ; et sans leur résistance et leurs faux calculs, la nation serait encore sous le joug du despotisme. »<sup>[6]</sup> C'est pourquoi, poursuit-il, pour « exporter » la liberté (c'est-à-dire la révolution) avec succès, on devrait pouvoir compter sur l'appui des classes supérieures dans les pays où l'on compte exercer son action. Mais celles-ci, désormais alertées sur l'évolution de la situation en France, se garderont bien de répéter l'« erreur » accomplie par leurs homologues français ! Même au Brabant, observe-t-il, où la révolution avait commencé plus tôt qu'en France, mais avait ensuite été bloquée, ceux qui insistent pour qu'on y exporte la liberté ne rencontreraient ni le succès ni l'accueil qu'ils imaginent.

Dès le 18 décembre 1791, dans un discours aux accents polémiques à l'intention, non plus du club, mais directement de l'Assemblée législative, Robespierre dénonçait les poisons que distille toute aventure guerrière : « La guerre est toujours le premier vœu d'un gouvernement puissant qui veut devenir plus puissant encore. Je ne vous dirai pas que c'est pendant la guerre que le ministère [...] couvre d'un voile impénétrable ses déprédations et ses fautes ; je vous parlerai de ce qui touche plus directement encore le plus cher de nos intérêts. C'est pendant la guerre que le pouvoir exécutif déploie la plus redoutable énergie, et qu'il exerce une espèce de dictature qui ne peut qu'effrayer la liberté naissante ; c'est pendant la guerre que le peuple oublie les délibérations qui intéressent essentiellement ses droits civils et politiques [...]. »

L'histoire alla dans une tout autre direction. Les Girondins entraînent la France dans la guerre. Au début, celle-ci fut marquée par des revers qui créèrent la hantise de la trahison et de l'« ennemi intérieur », lequel existait bel et bien. Le roi répondit aux mesures d'urgence proposées par les ministres girondins en les renvoyant du gouvernement. La révolte populaire contre ce geste irresponsable conduisit à l'insurrection du 10 août 1792, à l'arrestation du roi, aux massacres de septembre, à la victoire inespérée de Valmy, au procès et à la condamnation à mort du souverain déchu par la nouvelle assemblée, la Convention. En réponse à ce geste de rupture radicale avec le passé, se constituait la « première coalition », et la charge de mener la guerre à outrance échut au nouveau gouvernement jacobin, dit « de Salut public ». Ces hommes durent ainsi mener la politique de guerre et d'urgence permanente à laquelle, Robespierre en tête, ils s'étaient opposés.

Mais, en devenant offensive, la guerre engendrait un double processus : la revendication, très vive dans la Convention, des « frontières naturelles » de la France – impliquant une politique d'annexion potentielle – et la ferme conviction qu'il fallait puiser dans les pays « libérés » les ressources pour couvrir les dépenses de guerre.

Le décret du 15 décembre 1792 effaçait toute velléité de « gradualisme » soutenu par les jacobins européens, surtout italiens et belges. Dans tous les pays « libérés », une seule et unique politique fut appliquée : on imposa l'assignat, le papier monnaie qui, en France, provoquait une inflation aggravée par l'introduction malveillante et systématique sur le marché de faux assignats venant d'Angleterre ; on confisqua les biens du clergé, du gouvernement déchu et de ses partisans ; on instaura le système démocratique (électif), mais tous les « suspects » furent exclus des droits politiques. On créait ainsi une dictature de minorités jacobines locales soutenues par les armes françaises. Minorités rendues plus odieuses encore par les annexions : Savoie, Nice, Oneglia, Belgique, Rhénanie, Bâle.

Parallèlement à l'évolution intérieure française – de la chute de Robespierre à Thermidor, puis au Directoire et au Consulat –, évolution qui déboucha sur le pouvoir personnel et l'Empire, la guerre qui « apportait la liberté » et la démocratie au reste de l'Europe se transforma en guerre de conquête, sous une défroque idéologique de moins en moins crédible. Le rôle de Bonaparte dans cette distorsion est central. Il s'efforça d'exploiter au maximum le capital de prestige que la Révolution avait acquis auprès des élites progressistes et révolutionnaires d'Europe. Avec cynisme, il joua à fond le rôle, auquel il était le premier à ne pas croire, d'« épée de la Révolution », tout en menant la politique de puissance du jeune « Empire français ».

Rien d'étonnant donc si la soumission croissante et vouée à l'échec politique, des élites jacobines, et plus généralement francophiles des pays « libérés », s'accompagna de manière inverse d'un mécontentement *populaire* contre les Français, contre l'Empire et contre la Révolution qui, contre toute attente, avait finalement engendré ce dernier. On comprend tout aussi aisément que ce « peuple » trouva dans les symboles traditionnels de l'Ancien Régime ses points de repère et son guide. Que ce soient la Naples de 1799, l'Espagne de 1808, la Russie de 1812, ou l'Allemagne de 1813.

Constater cette distorsion et cet échec de l'« exportation de la liberté », que Robespierre avait eu la lucidité de prévoir avant qu'on ne passât de la Révolution à la guerre extérieure, ne revient évidemment pas à prétendre que cette tourmente longue de presque quinze ans

n'aurait rien apporté de neuf ni, en fin de compte, laissé de trace profonde. Cette contradiction, cette transformation de l'Europe opérée par un système de pouvoir qui dénatura la Révolution libératrice, alimentèrent la crise du jacobinisme, en premier lieu européen, qui prit rarement ses distances avec l'Empire français et son chef charismatique : crise qui, assez longtemps, faillit ramener les peuples à l'Ancien Régime.

Pour se relever d'une défaite aussi retentissante, il fallut des décennies et de multiples facteurs : des idées radicalement nouvelles, l'arrivée sur le devant de la scène de classes sociales alors émergentes, une crise du libéralisme modéré, cette pâle et inefficace solution de rechange à la fermeté vigoureuse, mais malencontreuse, des chantres de la « Sainte Alliance ». Et pourtant, un fil subsiste qui relie la « vieille garde » [jacobine] à la nouvelle génération de révolutionnaires, au niveau de certaines biographies individuelles comme dans la redécouverte de certaines positions initiales que le césarisme bonapartiste avait peu à peu occultées. Pour étudier ces vicissitudes, le témoignage de la littérature n'est pas moins précieux que la documentation historiographique, juridique et économique.

*L'Orazione a Bonaparte per il congresso di Lione (L'Adresse à Bonaparte pour le Congrès de Lyon)* d'Ugo Foscolo, en 1802, est le témoignage pathétique et navrant des dispositions d'esprit d'un homme qui, malgré les déceptions, resta jacobin jusqu'au bout. Déjà en avril 1797, la brutalité de la politique réaliste choisie par Bonaparte en restituant Venise (devenue république démocratique !) à l'Autriche par la paix de Campoformio, avait abasourdi le jeune Foscolo, imprudent auteur des vers exaltés du *Bonaparte libérateur*. Mais ensuite, comme cela allait souvent se répéter avec d'autres « libérateurs », la conviction prévalut chez Foscolo, comme chez de nombreux militants, que « malgré tout », et surtout malgré le « réalisme » auquel il était contraint, Bonaparte restait le « libérateur » [7]. Il n'est pas exclu, relevons-le, que Bonaparte continuât à se concevoir comme tel. Mais quand l'égoïsme d'une grande puissance se persuade que son intérêt se confond avec l'intérêt général et ne voit pas que, dans le même temps, son empire se délite et qu'elle en perd même des parties vitales, cela signifie qu'en réalité la partie est perdue, et que ce n'est plus qu'une question de temps.

En 1802, le malheureux Foscolo écrit avec le plus grand sérieux : « Je te désignerai donc, ô Bonaparte, du titre inouï de LIBÉRATEUR DE PEUPLES ET FONDATEUR DE RÉPUBLIQUE. Grand, seul, immortel, tu domineras ainsi l'éternité. » Rien ne manque ici à ce qu'une autre époque, pour une autre personnalité charismatique, a défini comme le « culte de la personnalité ». Et Foscolo ne s'en tient pas là : « Rédempteur de la France, terreur des tyrans et des démagogues, Mars de Marengo, maître de la Victoire et de la Fortune, ami des muses sacrées, défenseur des sciences, profond connaisseur des hommes » et, un peu plus loin, « capitaine invincible, législateur, philosophe ».

Seulement quelques années plus tard, celui que les siens percevaient encore comme le premier général de la République fera le choix du titre impérial, ce qui amènera Beethoven à retirer la dédicace de sa *Symphonie héroïque*, initialement adressée à Bonaparte.

Le premier livre de *Guerre et Paix* s'ouvre sur une scène mémorable. Il s'agit d'une conversation entre aristocrates dans la demeure accueillante d'Anna Pavlovna. Nous sommes à la veille d'Austerlitz et Tolstoï met une apologie bien embarrassante de Bonaparte dans la bouche du véritable protagoniste du livre, Pierre Bezoukhov, dont les idées et la religion

connaîtront par la suite une tout autre évolution. Le point de départ de ce vif échange de vues, qui a lieu comme il se doit en français, seconde langue de la noblesse russe à l'époque, n'en est pas moins l'exécution du duc d'Enghien (21 mars 1804) : cheval de bataille de la propagande anti-bonapartiste. Exécution voulue par Bonaparte et prononcée par un tribunal militaire d'exception pour crime de complot contre le Premier Consul.

Tolstoï, qui s'identifie en grande partie avec le personnage de Pierre au fil de son évolution, place dans sa bouche une véritable anthologie d'arguments en faveur de Bonaparte, qui traduit bien la façon de voir du jacobin russe : ultraminoritaire dans son pays, il cherche avec obstination à donner un sens et une logique au long parcours, assurément sinueux, de la Révolution, et s'attache aussi à justifier ses choix, avant tout à ses propres yeux. « Napoléon est grand, dit Pierre, parce qu'il a dominé la Révolution : en étouffant ses abus, il a conservé ce qu'elle avait de bon, l'égalité des citoyens comme la liberté de la parole et de la presse ; voilà pourquoi et seulement pourquoi il a obtenu le pouvoir. » Et d'ajouter : « L'exécution du duc d'Enghien fut une nécessité d'État ; et selon moi, en assumant seul la responsabilité de cet acte, Napoléon a donné une preuve de sa grandeur d'âme. – *Dieu ! mon Dieu !*, murmura Anna Pavlovna épouvantée. – *Comment, monsieur Pierre, vous trouvez que l'assassinat est de la grandeur d'âme*, dit la petite princesse toujours souriante en rapprochant son ouvrage. – *Ah ! Oh !* s'écrièrent d'aucuns. *Capital !* dit en anglais le prince Hippolyte, qui ponctua cette exclamation en se tapant sur la cuisse. [...] Pierre promena, par-dessus ses lunettes, un regard de triomphe sur l'assistance. – Je m'explique, reprit-il, brûlant ses vaisseaux : les Bourbons ont fui devant la Révolution et livré le pays à l'anarchie ; Napoléon au contraire a su comprendre et dompter la Révolution ; il ne pouvait donc pas mettre en balance la vie d'un seul homme avec le bien général. – Si vous passiez à l'autre table, dit en vain Anna Pavlovna. Pierre déchaîné ne l'écouta point ». Et Pierre de poursuivre son discours. Il revient alors au prince André, le perdant de ce grand roman, de couper court avec une froideur aristocratique : « Dans les actes d'un homme d'État il faut, je crois, distinguer ceux du simple particulier, du chef d'armée, de l'empereur. » Et pour lui aussi, qui bientôt sera à Austerlitz, Bonaparte est toujours, jusqu'à ce moment-là, comme pour son ami Pierre, celui qui « a su comprendre et dompter la Révolution ».<sup>[8]</sup>

Ces hommes avaient bien perçu la distorsion qui s'était produite, mais ils tentaient de la justifier par des raisons historiques et par d'autres plus immédiatement politiques : ils cherchaient surtout à mettre de l'ordre en eux-mêmes.

Mais le changement s'était amorcé bien avant l'ascension météorique du Premier Consul. Un document est éclairant à cet égard. Il fut publié pour la première fois dans les *Mémoires* de Louis-Marie de La Révellière-Lépeaux (1743-1824), Conventionnel proche des Girondins, puis membre du Directoire.<sup>[9]</sup>

On y lit la directive, de portée à la fois politique et militaire, émanant du Directoire et adressée au commandement responsable des opérations en Italie. Elle porte sur la façon de traiter les alliés. La date est importante : 18 germinal an V (7 avril 1797), dix jours avant Campoformio.

En voici un extrait :

Le Directoire exécutif a médité sur l'état auquel vos victoires et votre sage politique ont amené le nord de l'Italie. Il est tel qu'on peut raisonnablement concevoir l'espérance d'établir, de ce côté, une puissante barrière entre la

république française et la maison d'Autriche, en même temps qu'on pourrait y recueillir un fruit bien doux et non moins glorieux de vos succès, savoir : la liberté d'une grande partie de l'Italie.

Cependant, il a senti qu'il ne devait pas prendre un parti tellement immuable qu'il rendît impossible, ou du moins qu'il éloignât beaucoup, l'ouvrage salutaire de la paix, à moins de compromettre à la fois son honneur et le salut des habitants de ces contrées, s'il cédaît prématurément aux demandes réitérées qui lui ont été faites de reconnaître leur indépendance et de les laisser agir en conséquence.

Deux puissants motifs ont dû et doivent encore, pour le moment, nous faire résister à ces vœux. L'un est le risque d'exposer le peuple lombard à de cruelles vengeances, comme nous l'avons déjà dit ; l'autre, l'inconvénient majeur de nous exposer au risque de mettre en révolution un pays que nous occupons militairement, ce qui pourrait désorganiser l'armée et tarir les ressources que nous devons y trouver pour son entretien et sa subsistance.

D'un autre côté, il importerait beaucoup de ne pas laisser la Lombardie dans la confusion où elle se trouve. Il est indispensable de faire quelque chose qui calme l'inquiétude où l'état incertain du pays doit mettre ses habitants, et de vous tirer de la position gênante où vous vous trouvez vous-même à leur égard. Cette position pourrait tôt ou tard vous donner de grands embarras [...]. Mais si déjà ils n'ont pas une forme de gouvernement solide et sage, ils se dévoreront eux-mêmes, sans affermir leur liberté. En même temps les rois et les oligarques, leurs voisins, les entretiendront infailliblement dans un chaos anarchique, aussi funeste aux Lombards que préjudiciable aux intérêts de la république française, et au progrès du système représentatif.

La conclusion est lapidaire : « Le gouvernement doit être en action dans toutes ses parties ; mais la volonté législative, tant que nous occuperons le pays militairement, ne doit être manifestée que par vous seul. »[\[10\]](#)

Texte remarquable : il met en évidence la question essentielle de tout ce drame destiné à se répéter au cours de l'histoire. À savoir que, dans l'esprit de ses dirigeants, la défense de l'intérêt égoïste du pays qui a provoqué, au prix d'immenses sacrifices, une mutation historique, est *indissolublement* liée à la conviction que celui-ci *coïncide* avec l'intérêt général, y compris avec l'intérêt de ceux qui, pour employer le vocabulaire de l'époque, n'avaient pas voulu « être libérés ». Diagnostic qui, au fil du temps, devient de plus en plus inacceptable. Il ne manquera pas de gens, par exemple parmi les jacobins napolitains exilés en France, pour envisager d'éliminer physiquement celui qui, à leurs yeux, est le principal responsable du dévoiement de la politique extérieure française en politique de puissance : le Premier Consul. C'est dans ce cadre que se trame la conjuration liée à l'« attentat Ceracchi » (octobre 1800), durement réprimée par le Premier Consul à coups de proscriptions et de peines capitales. La dureté et même l'esprit de conquête font partie de la « nature » humaine. Et ce n'est pas nous, drapés dans la sagesse de la postérité, qui nous en étonnerons. Les révolutions sont peut-être les « locomotives de l'histoire », mais le moment arrive toujours, de façon peut-être imperceptible, où ces « locomotives » découvrent qu'elles ont un retard dramatique sur une histoire qui, elle, continue d'avancer, broyant entretemps, hommes, vies, idées.

La réalisation concrète de la politique de conquête des « libérateurs » a soumis le jacobinisme européen à une épreuve dont il est sorti à jamais marqué. Et pourtant, il nous a transmis d'autant mieux son legs d'idées et de critique qu'il *a justement été contraint par les rigueurs de l'histoire à se dépasser lui-même*, à transcender sa dimension originelle et son horizon premier.

Ce dépassement est né sous le feu croisé des deux éléments qui ont émergé ces années-là : d'un côté, la détérioration du rapport avec les « libérateurs » de l'autre, la conjonction redoutable et, pour la République parthénopéenne[\[11\]](#), fatale, entre réaction « populaire » et

Ancien Régime. Une conjonction qui impose à tous les jacobins, aux jacobins de tous les temps pourrait-on dire, une autocritique dont la question par excellence est toujours ouverte : *Où nous sommes-nous trompés ?*

# **III**

## **DE STALINGRAD À BUDAPEST**

C'est un toponyme qui n'existe plus. Mais il évoque encore le début de la libération de l'Europe. Depuis 1961 Stalingrad est Volgograd : jamais abandon ne fut plus inefficace. La célèbre et interminable bataille qui s'y déroula n'est pas sans rappeler les manœuvres de Vercingétorix à Alésia en 52 av. J.-C. Sauf que le commandement soviétique réussit là où Vercingétorix avait échoué : transformer les assiégeants en assiégés et prendre au piège l'une des plus grandes armées ennemies.

Staline comme Vercingétorix combattaient pour la liberté de leur peuple. Malgré la distance qui les sépare, ces deux situations présentent des analogies significatives. Tout d'abord, il s'agissait dans les deux cas de batailles pouvant décider du sort de toute la guerre. César avait commencé ses campagnes en Gaule six ans plus tôt, en 58 av. J.-C., et volé de victoire en victoire. L'occupant romain s'était montré capable de susciter un consensus et de dresser les uns contre les autres les peuples de cet immense pays. Mais à Alésia, César risqua de tout perdre. Hitler aussi, jusqu'à Stalingrad, avait mené une suite de « guerres-éclair » de *Blitzkrieg*. Irrésistible, il dominait jusque-là toute l'Europe. Mais à Stalingrad, il commença à perdre la guerre. Bien sûr, la guerre moderne, et la Seconde Guerre mondiale en particulier, est de loin plus ramifiée et plus complexe qu'aucune guerre ne l'avait jamais été : les théâtres d'opérations, ainsi que les puissances impliquées, étaient très nombreux. Néanmoins, Stalingrad marqua le début de la libération pour toute l'Europe, et non seulement pour l'Europe centrale et orientale. Il est clair que la contre-attaque soviétique, après cette victoire harassante et coûteuse, ne fut pas une promenade ; pour repousser les Allemands, il fallait marcher sur trois objectifs au moins : Varsovie, Budapest, les Balkans. On a débattu – et on continuera à débattre puisque les mémoires de guerre, sans parler des autres sources de documentation, se multiplient – pour savoir si la contre-attaque fut organisée au mieux, si elle correspondit aux seuls intérêts de l'armée et de l'État soviétiques, négligeant de seconder certaines initiatives risquées, généreuses mais peut-être militairement incertaines, comme pour la révolte de Varsovie.

Ces jugements comportent certes une part de vérité, mais sont également contestables et susceptibles d'être révisés, comme toute reconstruction historique. Il n'empêche que cette victoire, comme ensuite la marche pénible en direction de Berlin jusqu'à la capitulation du *Reich* et au suicide du *Führer*, conférèrent à l'U.R.S.S. un prestige tel qu'elle n'en avait jamais connu auparavant, ni ne connaîtra par la suite, et qui s'étendit bien au-delà du cercle restreint du mouvement communiste actif, qui lui était préalablement acquis, touchant en premier lieu les *maquis* des différents pays libérés.

L'histoire des quarante-six années qui s'écoulaient entre mai 1945 et l'effondrement de l'U.R.S.S. (décembre 1991) est l'histoire de la gestion, de la crise et de la dissipation du capital de prestige obtenu pour avoir « apporté la liberté » à l'Europe. À l'Europe centrale et orientale, mais aussi, comme référence (modèle et stimulant), aux combattants antifascistes de toute tendance dans l'autre moitié du Continent.

Cette situation possède des traits communs avec celle – rappelée au premier chapitre – du prestige athénien après les victoires réitérées, et inespérées au plan militaire, contre l'envahisseur perse. Et aussi avec le comportement de l'armée « libératrice » française de la

fin du Directoire à la fin de l'Empire.

Quand la guerre de Sparte contre l'empire athénien, sur le mot d'ordre de la « liberté des Grecs », était désormais imminente et attendue plus ou moins par tout le monde, Hérodote – Grec d'Asie qui avait embrassé la cause de l'Athènes impériale – écrit au VII<sup>e</sup> livre de son *Histoire des guerres médiques*, une page destinée à rappeler aux Grecs, qui voyaient la suprématie athénienne avec une désapprobation croissante, qu'il fallait accepter cette suprématie parce que les Grecs étaient tous redevables à Athènes de leur « liberté » : une liberté préservée par la flotte athénienne quand l'invasion perse avait déferlé, irrésistible. « Ici, dit l'historien, interrompant son récit de l'épopée de l'invasion de Xerxès, je me trouve obligé d'exprimer une opinion qui indignera peut-être plus d'un, mais je ne saurais taire ce qui est à mes yeux la vérité. Si, face au danger qui les menaçait, les Athéniens terrifiés avaient abandonné leur patrie, ou si, au lieu de l'abandonner, ils étaient restés chez eux et s'étaient soumis à Xerxès, personne n'aurait sur mer essayé de l'arrêter. Or, si nul ne lui avait résisté sur la mer, voici sans doute ce qui serait arrivé sur le continent. » Et Hérodote poursuit l'exposé minutieux de ce qui serait arrivé si les Athéniens ne s'étaient pas battus contre Xerxès, pour conclure, après un enchaînement sans faille : « On peut dire des Athéniens qu'ils furent les sauveurs de la Grèce sans manquer à la vérité » (VII, 139).<sup>[12]</sup>

Mais combien de temps ce raisonnement garde-t-il son efficacité ? Quelle force conserve-t-il quand la puissance « libératrice » devient hégémonique, puis se transforme en force d'oppression, comme ce fut le cas d'Athènes ?

Dans un premier temps, les Grecs les plus directement concernés, ceux des îles, grandes et petites, situées en face de la côte asiatique, qui avaient subi le plus directement la domination du « Grand Roi » et de ses satrapes, avaient opté pour le ralliement à Athènes. Ce mouvement qui remporta l'adhésion du « peuple » mais aussi, celle, active, de l'aristocratie, porta à la formation d'un parti gravitant *de facto* autour d'Athènes : ce fut le noyau de cet empire que Sparte reconnut tardivement alors qu'elle s'employait déjà à l'abattre.

Un mouvement analogue porta une grande partie de l'opinion publique politiquement active des pays « libérés » par l'Armée rouge à graviter autour du « libérateur » soviétique. Mais là encore, les généralisations ne sont d'aucune utilité.

Le cas spécifique de la Hongrie est particulièrement révélateur. À la différence de ses voisins (Pologne et Tchécoslovaquie), la Hongrie avait été une alliée active du *Reich* pendant le conflit. Elle n'essaya de prendre ses distances qu'à l'approche de la fin. Le 15 octobre 1944, alors que les Russes étaient désormais aux frontières, le régent Horthy fit lire à la radio un communiqué déclarant que son pays se dissociait de la guerre allemande. Mais il fut vite arrêté et le pouvoir passa au chef même des fascistes hongrois, les « croix fléchées ». Dans les zones libérées par les Russes, un autre gouvernement se mit en place dès que possible : le gouvernement de Debrecen. Mais Allemands et « croix fléchées » continuèrent à combattre maison par maison jusqu'à la chute de Budapest (18 janvier 1945). Le gouvernement de Debrecen signa à Moscou l'armistice avec les Alliés (Occidentaux et Russes) et déclara la guerre à l'Allemagne.

Le paysage politique de la Hongrie de l'après-guerre était donc bien différent de celui d'autres pays « libérés ». Les communistes regroupés pendant la résistance dans les « brigades Petôfi » n'étaient qu'une forte minorité : aux élections de novembre 1945, ils comptaient soixante-dix députés, pour autant de socialistes, contre deux cent cinquante représentants des « petits propriétaires ». Sous cette étiquette large, se retrouvaient toutes les forces hostiles aux transformations sociales demandées par les Alliés : aristocrates, grands propriétaires fonciers, bourgeoisie aisée, clergé, qu'il fût catholique ou protestant. C'était bien là, sous un langage un peu différent, le parti de la continuité et de la conservation. L'Église catholique était en Hongrie le plus grand propriétaire terrien : elle possédait 570 000 hectares. À elle seule, la réforme agraire menée par le gouvernement de coalition que dirigeaient les communistes – gouvernement formé après les élections du 31 août 1947 – expropria 456 000 hectares. La réforme agraire ne touchait pas les propriétés de moins de 57 hectares ; c'est-à-dire qu'elle garantissait aux paroisses leurs moyens de subsistance. Néanmoins, à de nombreuses reprises, le primat de Hongrie, le cardinal József Mindszenty, tonna *ex cathedra* contre la réforme agraire, dénonçant une « spoliation » des biens des propriétaires et de l'Église hongroise. Mais la rupture survint à propos de l'enseignement quand le primat, *qui n'avait jamais reconnu la république proclamée au moment de la libération*, repoussa et condamna la réforme scolaire parce qu'elle confiait à l'État la gestion directe d'écoles et d'universités qui, jusque-là, étaient presque toutes aux mains de l'Église. L'affrontement fut violent : le primat fut arrêté, la mainmise communiste, tout en gardant l'apparence d'une coalition de partis, devint totale. Se conformant à un modèle soviétique suivi à la lettre, on décida la « collectivisation forcée ».

C'est dans cette « collectivisation », bien plus que dans les oscillations entre « modérés » et « staliniens » à l'intérieur du parti communiste, que se trouve la véritable racine du désastre qui se produisit bientôt et fut un enseignement pour tout le monde. La « déstalinisation » en U.R.S.S. (XX<sup>e</sup> Congrès) ne fut qu'un déclencheur. La cause était ailleurs.

Dans *Le Fantôme de Staline*, l'écrit le plus approfondi qu'il ait consacré à la crise de 1956, Jean-Paul Sartre affirme : « L'U.R.S.S. n'a pas colonisé ni systématiquement exploité les démocraties populaires. Ce qui est vrai, c'est qu'elle les a *opprimées* pendant huit ans. Elle pouvait essayer de gagner leur amitié et, délibérément, par pessimisme et mépris, elle a préféré la contrainte ; ce grand pays solitaire n'a ni su ni voulu briser sa coquille de routine et de méfiance pour s'adapter à sa situation nouvelle et pour assurer le "leadership" de l'Europe centrale. [...] Opprimés, ruinés, traités en suspects, ces alliés sont devenus de moins en moins sûrs. »<sup>[13]</sup> « Oppression » exprime bien un rapport fondé sur un lien privilégié avec un camp politique choisi comme interlocuteur de confiance et dont peu importe qu'il soit minoritaire. Ce lien privilégié est lui-même fondé sur la conviction que les autres suivront, sur la foi dans le modèle « avant-garde/masses » *etc.* Ce modèle lie les avant-gardes au « pays-guide » de façon irréversible, avec des conséquences dramatiques.

Pendant la révolte de 441 av. J.-C. contre l'oppression athénienne, tous les démocrates de Samos furent massacrés, sauf bien entendu ceux qui purent trouver leur salut dans la fuite. Exactement comme les communistes hongrois durant l'insurrection populaire entre le 23 octobre et le 3 novembre 1956<sup>[14]</sup> qui voyait un cardinal Mindszenty libéré demander, dans ses premières déclarations publiques qui déconcertèrent jusqu'à ses partisans occidentaux, le retour d'un Habsbourg sur le trône de Hongrie. Dans la guerre contre Samos, Athènes engagea une flotte qui comprenait des forces alliées (pour donner l'impression que la « ligue » entière punissait l'allié félon) et elle plaça à la tête de cette flotte imposante qui eut le plus grand mal à triompher des rebelles, *tout le collège des stratèges*, dont le poète Sophocle qui, cette année-là, en était membre. Pour les mêmes raisons de propagande, l'intervention contre la Hongrie également fut orchestrée en chœur, après avoir reçu l'aval, à titre préventif, aussi bien de la Chine, pourtant dissidente depuis le XX<sup>e</sup> Congrès, que de la Yougoslavie<sup>[15]</sup>. Et elle fut déclenchée au moment même où le nouveau ministre de la défense du gouvernement institué le 24 octobre, Pal Maleter, déclarait officiellement que la Hongrie sortait du Pacte de Varsovie, c'est-à-dire de l'alliance fondée à l'Est l'année précédente en réponse au Pacte atlantique créé à l'Ouest en 1949.

De même que Sparte avait refusé d'intervenir en faveur de Samos alors que tous les espoirs des nouveaux dirigeants étaient tournés vers ce secours, l'Occident, et en premier lieu les troupes de l'O.T.A.N. basées en Europe, refusèrent d'intervenir, alors que le but de la décision téméraire de Maleter était justement de susciter une intervention sous une forme ou sous une autre. Maleter n'était pas fou, il avait, seulement comme tant d'autres, pris au pied de la lettre les « sollicitations » de pure propagande que martelaient « Radio Europe Libre » et les radios pour l'Europe de l'Est encouragées par la nouvelle administration américaine. (Depuis 1952, Eisenhower était président, et John Foster Dulles, le théoricien du « *roll back* », du « refoulement » du communisme en Europe, secrétaire d'État.)

Il va sans dire que, dans leur aire d'influence, les États-Unis considéraient leur droit d'intervention comme indiscutable. Moins de deux ans avant la révolution hongroise, en juin 1954, le président Eisenhower à peine élu avait fait envahir le Guatemala par les « libérateurs » (entendons les mercenaires) de Castillo Armas et renverser le gouvernement légitime du président Arbenz Guzmán, coupable d'avoir nui aux intérêts de la *United Fruit*

*Company*. En Europe de l'Est en revanche, la non-intervention était le seul choix possible, sous peine d'une nouvelle guerre en Europe. On mesure tout le cynisme d'une propagande prise on ne peut plus au sérieux de l'autre côté du rideau de fer. On mesure avec encore plus d'évidence à quel point les acteurs de cette page mémorable se sont pliés aux règles draconiennes de la *Realpolitik* si l'on rapproche ce refus d'intervenir de la réaction ferme, rapide et décisive des États-Unis au débarquement franco-anglais à Port-Saïd *qui eut lieu le même jour que l'invasion soviétique de la Hongrie*. Les États-Unis ne pouvaient se permettre de « perdre » le Moyen-Orient pour soutenir le colonialisme révolu de leurs alliés. Alors qu'ils avaient préparé depuis des mois l'agression contre l'Égypte, en accord avec le gouvernement israélien qui commit à cette occasion la plus grande erreur de sa difficile histoire, Anthony Eden et Guy Mollet, le premier ministre britannique et le président du Conseil français, l'un conservateur, l'autre socialiste, durent s'incliner et se retirer sans gloire. Cet épisode représenta pour l'Angleterre la fin de toute velléité impériale et pour la France, les prémices de la chute de la Quatrième République. L'U.R.S.S. en revanche put continuer la guerre en Hongrie et la gagner, après des semaines de combats, ramenant au pouvoir une équipe politique considérée comme sûre.

Quand, bien des années après la défaite de Samos, Athènes s'engagea dans la répression d'une île nettement plus petite, l'île de Mélos, qui avait adhéré à la ligue pour la quitter en catimini, en cessant de verser son tribut, les Athéniens essayèrent d'abord d'obtenir le retour de Mélos dans la ligue par des moyens « pacifiques ». La flotte athénienne se présenta devant le port de l'île et ses commandants demandèrent à parler au peuple, à l'assemblée. Les oligarques qui étaient au pouvoir à Mélos, plutôt favorables à Sparte, refusèrent cette proposition et voulurent que les négociations se déroulent « à huis clos » sans que la rhétorique puisse déployer ses séductions. À l'évidence, ils considéraient qu'une partie de leur communauté pouvait encore être sensible à la propagande athénienne. L'historien Thucydide – qui donne un relief considérable à tout l'épisode – laisse cet élément très intéressant presque dans l'ombre, et héroïse au contraire l'obstination des dirigeants de Mélos à décliner tout compromis : refus maintenu jusqu'au désastre final qui déboucha sur l'anéantissement physique de la quasi-totalité de la population adulte masculine de l'île. Et il imagine (ou reconstitue) le dialogue qui se déroula entre les deux camps. À un moment, il fait prédire aux dirigeants de Mélos que Sparte interviendra en leur faveur. Mais il ne manque pas de faire répondre aux Athéniens : « Ne vous faites aucune illusion, Sparte n'interviendra pas. » Les faits leur donnèrent raison. Les Athéniens connaissaient la logique impériale mieux que leurs interlocuteurs nourris de doctrine.

Après la défaite de 440-39, Samos retrouva un gouvernement « populaire » imposé par les Athéniens, lequel élimina la faction qui avait fomenté la révolte et mené la guerre à outrance. Dès lors, Samos fut la plus fidèle alliée d'Athènes. Quand, pendant quelques mois, en 411, les oligarques prennent le pouvoir à Athènes, c'est à Samos que se crée ce que nous pourrions appeler un « gouvernement populaire athénien en exil ». Et c'est de Samos que part la reconquête politique et militaire de la cité. Quand, en 404, Athènes est assiégée, elle prend la mesure désespérée d'étendre la citoyenneté athénienne à toute la population de Samos, ce qu'Athènes n'avait jusqu'alors accordé à personne. Et Samos résistera après la capitulation d'Athènes : elle tiendra tête six mois encore avant de se rendre à Lysandre. Dans une optique impériale, on peut dire que la répression de 440-39 avait porté des fruits durables.

De manière analogue, non seulement la Hongrie « normalisée » des gouvernements Kádár et Münnich fut stable, mais elle constitua vite un nouveau modèle au sein d'un « bloc de l'Est » qui n'était plus monolithique et qui connaissait des tensions et des diversifications aussi bien dans sa gestion économique (Hongrie, Yougoslavie) que dans sa politique étrangère (indépendantisme ou « gaullisme » roumain). Au cours de la révolution de 1956, un mouvement de Conseils pour l'autogestion s'était créé. Kádár se garda bien de l'abroger : il sut habilement l'institutionnaliser, obtenant par là aussi plus de stabilité et de consensus.

Ce qui ne fut pas clair pour les protagonistes, du moins pas pour tous, c'est qu'*on ne peut indéfiniment réitérer* l'exportation *manu militari* d'un modèle politico-social auquel on n'entend renoncer à aucun prix, fût-ce à celui d'une détérioration désastreuse de son image. Ou bien l'on s'engage sur des voies nouvelles, c'est-à-dire dans un changement plus long, espacé dans le temps, mais changement tout de même, ou alors, la répétition du mécanisme « répression/restauration pure et simple de l'ordre » annonce le début de la fin. Comme ce fut effectivement le cas une décennie plus tard, avec le renversement de Dubcek.

## IV

# LA LIBERTÉ DES AFGHANS

L'histoire que nous allons raconter est vite tombée dans l'oubli. Les noms des personnages qui vont successivement entrer en scène sont désormais inconnus en dehors d'un cercle de spécialistes. Une caractéristique de cette affaire longue d'un siècle et demi est que, dans sa première phase, tous les protagonistes appellent les choses par leur nom (« le grand jeu » entre Russie, Chine et Angleterre pour la suprématie en Afghanistan) tandis que, pendant la seconde, la plus proche de nous dans le temps, chacun d'eux se présente avec la prétention d'« apporter » quelque chose aux Afghans – la liberté et la démocratie, surtout. Et pourtant, en substance, le « jeu » n'a pas changé : si variante il y a, elle consiste, comme nous allons le voir, dans l'apparition de nouveaux acteurs à l'intérieur de ce « jeu ».

Tout était simple et clair à l'époque où on reconnaissait sans ambages que l'enjeu était le contrôle des cols afghans, clé de voûte de la domination de l'Asie. La Russie tsariste, une fois la Sibérie conquise, est aux portes de l'Asie centrale (Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizie). L'Angleterre est la puissance coloniale par excellence et l'Inde – qui jusqu'en 1947 comprend le Pakistan actuel – était la « perle » de la couronne britannique. La frontière indo-pakistanaise est longue et stratégique. Et au-delà des montagnes du Tadjikistan, s'étend la Chine, dont le contentieux avec l'Inde pour le contrôle de ces zones n'est toujours pas tranché.

Dans un tel cadre géopolitique, il est évident que les Afghans – potentats, émirs, chefs locaux, groupes sociaux « occidentalisés » – ont eux aussi mené une partie hasardeuse. Quand, en 1842, les Anglais essuyèrent un revers assez sérieux, l'émir de Boukhara, Nasrullah, fit décapiter le capitaine Conolly et le colonel Stoddart. C'était un émir qui savait flairer la direction du vent.

Peter Hopkirk, qui a retracé les étapes de ce conflit au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>[16]</sup>, conclut son ample reconstitution des faits par une remarque judicieuse : « C'était l'époque de l'arrogance impérialiste, de la fierté patriotique, de la foi inébranlable dans la suprématie de la civilisation chrétienne. Avec le recul, les historiens modernes peuvent se demander si une réelle menace russe contre l'Inde a jamais existé, tant les obstacles qu'une force d'invasion aurait dû surmonter étaient immenses. » Mais il répond à sa propre question : « Comme un général russe l'observa avec une satisfaction non dissimulée<sup>[17]</sup>, sur les vingt et une tentatives d'invasion que l'Inde a connues au cours des siècles, par le nord et par le sud, pas moins de dix-huit avaient réussi. Quelles raisons de penser qu'il en fût allé autrement pour une puissante armée russe ? »<sup>[18]</sup>

Mais les événements qui font les délices des amateurs de géopolitique (la question afghane occupe une place privilégiée dans leurs sympathies) ne se limitent pas au ballet bien réglé des manœuvres des grandes puissances concernées sur l'échiquier. Il y a aussi la réalité spécifique des « sujets en jeu », qu'on finit par simplifier si l'on ne regarde que la conduite des dirigeants. Tandis que les chefs locaux offraient leur alliance tour à tour aux uns et aux autres et opéraient des changements de camp aussi soudains que désinvoltes, la société afghane vivait sa principale contradiction : entre le tribalisme obscurantiste et traditionaliste d'un côté et les innovateurs laïques de l'autre. Cette tension s'enchevêtre avec les fonctions institutionnelles et les pouvoirs publics : roi, notables, Parlement. Nous envisagerons ici surtout à la question afghane au XX<sup>e</sup> siècle. Le point de départ est la promulgation en 1921 d'une constitution qui définit les pouvoirs : roi, ministres, Conseil consultatif (c'est-à-dire Parlement). La date est significative. Elle coïncide avec la fin de la guerre civile entre « blancs » et « rouges » en Russie. Dès 1923, s'expriment les premières notes de protestations anglaises contre la « propagande bolchevique » en Asie centrale. Pour les Afghans, la nouvelle Russie représentait l'héritière de l'empire tsariste disparu et était donc, de nouveau, un interlocuteur obligé voire un des modèles possibles de mentalité laïque et occidentale auquel se mesurer. D'autre part, ces années-là, virent précisément, s'exercer en direction de l'Asie centrale (Kazakhstan, Tadjikistan) la pression de la nouvelle Russie, qui s'employait à créer l'« union » de républiques qui devint ensuite l'U.R.S.S. Le blocage de la situation à l'Ouest (Pologne, Allemagne), accentuait plus que jamais la poussée vers l'est et le monde musulman. La chronologie des traités internationaux conclus par le nouvel Afghanistan parle d'elle-même : février 1921 avec la Russie, novembre 1921 avec l'Angleterre (au prix de négociations dures et laborieuses), septembre 1923 avec la Perse. Le traité russo-afghan était un véritable pacte d'assistance : la Russie, pourtant sous le coup d'une guerre perdue et des ravages de la guerre civile, s'engageait à fournir chaque année plus d'un million de roubles-or à l'Afghanistan. De surcroît ses spécialistes et ses techniciens installèrent la première ligne de téléphone Kushka-Herat-Kandahar-Kaboul. En 1926, le traité fut renouvelé et ultérieurement élargi.

Pour autant les réformes mesurées et prudentes lancées avec la promulgation et l'application du nouvel ordre constitutionnel avaient à peine entamé la force des « misonéistes », gardiens de la tradition dans la religion et les mœurs. En octobre 1928, le roi réformateur, Aman Ullah, dut fuir devant les violentes manifestations orchestrées par les « misonéistes », mais en février 1929, il revint à Kaboul et reprit sa place. De leur côté, les chefs religieux soutenaient l'émir Habibullah qui, ayant temporairement pris le pouvoir, commença par abroger le ministère de l'instruction. Mais l'homme que voulaient les Anglais était Nadir Khan, qui sut manœuvrer entre Russes et Anglais et qui, après avoir rétabli certaines des réformes d'Aman Ullah, conclut un nouveau traité de « neutralité et de non agression » avec l'U.R.S.S. (juin 1931).

Un nouveau pas dans le sens des réformes s'accomplit avec le souverain qui succède à Nadir assassiné, le prince héritier Mohamed Zahir. Élevé en France, promoteur d'un nouveau rapprochement avec une Russie qui était son premier partenaire commercial, créateur de la Banque nationale et de la Faculté des sciences de Kaboul (octobre 1934), Zahir dirigea

l'Afghanistan pendant les années de la Seconde Guerre mondiale, maintenant le pays sur ses positions initiales de neutralité. Néanmoins en 1941, les ressortissants allemands et italiens furent expulsés et l'Afghanistan déclara ensuite la guerre à l'Allemagne. Un nouveau traité afghano-russe fut signé en juin 1946 et de lents progrès furent accomplis pour la laïcisation et la modernisation du pays.

La première nouveauté radicale dans les équilibres traditionnels de la région fut l'indépendance de l'Inde (1947), aussitôt suivie d'une grave guerre civile avec la partie musulmane du pays et de la proclamation dans la douleur de l'indépendance du Pakistan (1947). C'est ainsi que s'effondrait un des piliers du « grand jeu », mais pour être remplacé aussitôt par les États-Unis, qui s'intéressaient à la région pour de multiples raisons. Avant tout pour combler, si possible, le « vide » occasionné par le retrait des Anglais. Ils feront de même en Indochine après la défaite française de Diên Biên Phû (1954), en dépit des intentions proclamées à la conférence de Genève (1955). Mais ce n'était pas la seule raison. Tout bien considéré, pour les États-Unis le principal théâtre d'opérations pendant la Seconde Guerre mondiale avait été le Pacifique, et non l'Europe. De plus, en 1948-49, se jouait en Chine la dernière partie entre nationalistes et communistes. Les États-Unis avaient misé sur Tchang Kaï-chek. Quand, en septembre 1949, celui-ci se réfugie à Taïwan, la Chine devient le deuxième colosse communiste ; il est prévisible qu'elle penchera pour une alliance avec l'U.R.S.S., conclue peu après en effet. Abandonner l'Afghanistan dans cette situation inédite de déséquilibre en faveur de l'U.R.S.S. signifiait perdre définitivement le « grand jeu ». L'Inde n'était pas un appui fiable. C'est de cette époque que date le choix des États-Unis d'être présents dans la région en s'assurant du Pakistan comme allié fidèle et « spontané » afin de continuer le « grand jeu » par régime pakistanais interposé.

Du côté afghan, commença alors une phase de « jeu sur deux tableaux » : d'un côté, les prêts de la *Export-Import Bank* américaine, de l'autre les traités commerciaux avec la Russie, solennellement consacrés par la visite de Khrouchtchev et de Boulganine à Kaboul (décembre 1955). Un différend fâcheux à propos de la frontière afghano-pakistanaise entrava l'action des États-Unis et il fallut recourir à la médiation du colosse fondamentaliste par excellence, l'Arabie Saoudite, alliée indéfectible des États-Unis dans le monde musulman. Personne ne s'étonnera que, dans une telle situation, l'Afghanistan adopte officiellement une politique de « non-alignement », suivie avec succès par l'Inde à cette époque.

À l'intérieur, le général Daud, oncle du roi Zahir, s'affirmait comme l'homme fort. Après maintes péripéties, cette diarchie impossible déboucha sur le coup d'État de juillet 1973 qui vit Daud chasser le roi et proclamer la république. Il améliora simultanément les relations avec l'U.R.S.S. et avec la Chine (entre-temps devenues rivales au point de s'affronter militairement en 1969 sur les rives de l'Oussouri) et ralluma le contentieux frontalier avec le Pakistan. Dans la nouvelle situation marquée par la tension sino-soviétique (les États-Unis étant embourbés au Viêt-Nam), ce jeu restait malgré tout une politique d'équilibre entre deux grandes puissances présentes dans la région.

L'erreur de Daud fut de changer soudain de ligne. En 1975, il abandonna toute revendication territoriale à l'égard du Pakistan. Parallèlement, il procéda à un rapprochement insolite avec un autre pilier américain dans cette partie du monde, l'Iran du chah, lui-même affrontant à cette époque les difficultés d'un plan de modernisation du pays contesté. Début 1978, Daud procéda à l'arrestation de plusieurs chefs communistes. La crise éclata avec le

coup d'État du 27 avril 1978, mené par des groupes militaires entraînés en U.R.S.S. Daud et ses partisans furent liquidés. Mais une nouvelle fracture apparut entre groupes prochinois (*Khalq*) et groupes prosoviétiques (*Parcham*). Dans une première phase, la faction *Khalq* s'imposa au moyen d'un nouveau coup d'État mené par le chef prochinois Amin. Notons bien la date : septembre 1979. Entre-temps, l'ayatollah Khomeiny était rentré triomphalement à Téhéran d'où le chah avait fui : peu après, la « République islamique » était proclamée en Iran. En quelques semaines, la mainmise soviétique sur l'échiquier afghan était mise en cause. D'un côté, on assistait à la victoire de la faction prochinoise nourrissant des intentions à la Pol Pot, massacrant des milliers d'opposants réels ou présumés, dont des dizaines d'intellectuels, corps enseignant de l'Université de Kaboul inclus. De l'autre, s'affirmait un pôle d'attraction puissant des forces fondamentalistes de toute la région, y compris de l'Asie centrale soviétique, à savoir la « République islamique » de Khomeiny, contagieuse et incontrôlable qui, peu après, allait envoyer à la mort tout le groupe dirigeant du parti communiste iranien (*Toudeh*).

C'est dans cette situation inédite et périlleuse que les dirigeants soviétiques prirent l'initiative radicale et hasardeuse de « libérer » l'Afghanistan. Le pays fut libéré de la dictature prochinoise d'Amin par une invasion directe (27 décembre 1979) qui installa au pouvoir la faction prosoviétique (*Parcham*) et son chef Babrak Karmal, avec un programme de laïcisation progressive, d'alphabétisation de masse et de libération des femmes de l'oppression fondamentaliste islamique.

Contre ce nouvel état des choses, le tollé fut général : on se gargarisa du principe de « non-intervention » et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » entre autres, en formant un chorus très efficace.

On y retrouva unis le président des États-Unis Jimmy Carter, qui décida sans originalité de boycotter les Jeux olympiques de Moscou en 1980, le dictateur de la toute fraîche « République islamique », l'ayatollah Khomeiny, et le dictateur pakistanais Zia-ul-Haq, auquel les États-Unis confièrent sans tarder un rôle-clé pour attiser et armer la guérilla fondamentaliste contre le gouvernement Karmal.

Dans la question afghane, le cynisme de la *Realpolitik* se manifesta dans toute son ampleur. Il suffit de penser qu'aujourd'hui encore, il est courant de condamner l'intervention soviétique – le plus souvent avec des trémolos dans la voix –, alors que, au bout du compte, les États-Unis ont fini par combattre ces mêmes fondamentalistes afghans qu'ils avaient tant soutenus. On a vu alors avec plus d'évidence que dans aucune autre crise internationale précédente ou ultérieure, d'une part la force de la manipulation médiatique, d'autre part l'incapacité soviétique à ériger en face une machine à mensonges aussi efficace. Signe que le déclin soviétique était vraiment irréversible.

Le cynisme de la *Realpolitik* se manifesta à différents niveaux. D'abord, sur le versant iranien. On connaît l'affaire des otages américains retenus par Khomeiny dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran. On sait l'issue lamentable de l'incursion aérienne américaine pour les libérer, qui échoua dans le désert de Tabas (24 avril 1980). On n'ignore pas la décision de prendre des sanctions internationales à l'encontre de Téhéran. On sait moins en revanche que, pour débloquer la situation avec Téhéran, les États-Unis firent appel aux bons offices d'Israël (qui en son temps avait instruit la féroce SAVAC du chah<sup>[19]</sup>), malgré l'hostilité affichée entre Israël et l'Iran de Khomeiny. Entre-temps, les États-Unis armaient l'Irak de Saddam pour qu'il mène – ce qui en effet arriva – une guerre d'usure contre l'Iran, longue, sanglante et vaine, qui, après des années, s'acheva sans vainqueur ni vaincu.

Sur l'autre versant, le refus de reconnaître le gouvernement Karmal, au nom de la « légalité » du gouvernement à la Pol Pot d'Amin, qui avait été renversé, faisait pendant à la décision américaine de continuer à défendre à l'O.N.U. le siège du gouvernement criminel cambodgien, celui des Khmers rouges de Pol Pot, y compris quand celui-ci fut chassé par l'invasion des troupes du Viêt-Nam du Nord, c'est-à-dire du plus fidèle allié de l'U.R.S.S. dans la région : invasion qui répondait à l'impératif humanitaire d'arrêter le massacre auquel se livraient au Cambodge les Khmers rouges soutenus par la Chine. Taxer, face à la communauté internationale, de simple expression de la politique soviétique d'influence régionale l'intervention vietnamienne qui, sans l'ombre d'un doute, rendit la « liberté » au Cambodge, a été, de la part des Occidentaux, un geste injustifiable qui ôte toute valeur aux flots de larmes que leur a arrachés un film comme *La Déchirure*.

En substance, on poursuivait la politique, inaugurée par Nixon et Kissinger en 1970, d'ouverture à la Chine dans une perspective antisoviétique. Cynisme génial, certes, mais au coût très lourd en vies humaines. On ne saurait nier que le Viêt-Nam du Nord apportait la « liberté » au Cambodge, comme les Soviétiques en Afghanistan, de même qu'on ne peut

laisser dans l'ombre le fait que, dans les deux cas, l'intérêt de puissance motivait ce choix. Quand on invoque des comparaisons historiques (jusqu'à Hitler !) pour justifier le recours à la guerre afin de « liquider la dictature sanguinaire de Saddam » (avril 2003), il vaudrait mieux se souvenir du déroulement complet de cette crise dans la région et des choix successifs de la « superpuissance du Bien ».

Mais c'est la question afghane qui aide le mieux à comprendre comment s'entremêlent « exportation de liberté » et « politique de puissance ».

Le choix soviétique d'envahir l'Afghanistan répondait à des motivations évidentes qui, avec le recul du temps et à la lumière des événements tragiques qui suivirent, devraient aujourd'hui nous apparaître fondées. D'ailleurs, s'il faut vraiment admettre l'hypothèse selon laquelle la sauvage attaque du 11 septembre 2001 contre New York avait sa matrice dans un Afghanistan désormais totalement intégriste à la suite de la défaite soviétique, force est de relever la myopie des États-Unis acharnés à soutenir et à armer l'intégrisme afghan contre le gouvernement « jacobin » et réformateur de Karmal.

Il faut reconnaître aux Soviétiques le mérite d'avoir tout de suite compris le danger d'expansion de l'intégrisme de Khomeiny. Et il faut signaler, en même temps, leur incapacité à faire valoir la justesse et la clairvoyance de cette analyse. C'était d'une part, le résultat de la sous-estimation constante de l'opinion publique, typique de l'U.R.S.S. dans les dernières décennies de son existence. (Staline, lui, en connaissait l'importance : tout au long des années trente, il a su tirer profit de propagandistes efficaces aux quatre coins de la planète.) D'autre part, après avoir appuyé pendant des années les États arabes et s'être opposé de front à Israël, il était bien difficile de déployer de but en blanc les armes de la propagande contre la dictature religieuse de Khomeiny qui proclamait une sorte de croisade galvanisante contre Israël, bien accueillie par l'opinion publique du monde arabe, sans préjuger de la volonté réelle de ces gouvernements de soutenir vraiment l'entreprise. En somme, la mauvaise politique qu'ils avaient menée pendant des années au Moyen-Orient conduisait les Soviétiques à donner eux-mêmes une image réductrice de la question afghane. Que la propagande adverse eut beau jeu de présenter comme le « Viêt-Nam soviétique ».

La radicalisation du conflit autour de l'antagonisme entre « jacobinisme » bolchevique d'un côté et « islamisme » militant de l'autre, empêcha toute tentative de médiation, bien que le gouvernement Karmal, sur le conseil des Soviétiques, eût ajouté à son programme d'alphabétisation un plan de relance des écoles coraniques. Mais la certitude des fondamentalistes de pouvoir compter sur des appuis extérieurs inaccessibles aux Soviétiques, comme le Pakistan et les services secrets américains, anéantit tous les efforts. La réponse la plus spectaculaire à l'instauration d'un régime laïque fut la fuite en masse. Trois millions et demi de réfugiés au Pakistan, plus de deux millions en Iran ; c'est-à-dire un tiers de la population du pays. Le contexte international se précisa encore lorsque l'Inde (Indira Gandhi d'abord, puis son fils Rajiv) apporta son soutien au gouvernement laïque afghan : c'était encore là une conséquence de l'engagement croissant du dictateur pakistanais Zia-ul-Haq, soutenu par les services secrets américains, aux côtés de la guérilla intégriste.

L'histoire qui s'ensuivit fut la conséquence prévisible de telles prémisses. Tandis que le front intégriste se conformait aux exigences des puissances tutélaires (Iran et Pakistan), la guerre afghane subissait de graves revers avec l'arrivée au pouvoir en U.R.S.S. d'un dirigeant hésitant et plein de contradiction comme Gorbatchev. Malgré une tentative de plus grande ouverture aux exigences musulmanes en remplaçant Karmal par Najibullah, la partie était perdue. En mai 1991, quand l'U.R.S.S. était sur le point de disparaître, Gorbatchev – à qui Khomeiny avait envoyé un message politico-doctrinaire aussi insultant qu'agressif<sup>[20]</sup> – remporta un de ses inutiles « succès » : l'engagement conjoint des Soviétiques et des Américains à « ne pas armer les parties en conflit » ! Août vit la tentative de coup d'État, décembre l'éclatement de l'U.R.S.S.. Fin avril 1992, le gouvernement laïque de Kaboul tombait et un régime intégriste s'installait, déchiré d'emblée par des luttes féroces d'où la faction extrémiste, celle des Taliban, sortit victorieuse.

C'était le début du dernier acte. Toutes les avancées qu'avait connues la société afghane sous les gouvernements laïques furent perdues. Mais cela ne tourmentait pas la conscience laïque à éclipses du « monde libre » et encore moins ceux qui avaient alimenté la guérilla et qui, entre-temps, s'étaient engagés dans la difficile liquidation de leur ex-allié Saddam.

Comment, en moins d'une décennie, la rhétorique officielle des États-Unis a placé l'Afghanistan intégriste au sommet de l'« Axe du Mal », lui a attribué la responsabilité des attentats d'Al-Qaïda et donc décidé de lancer contre lui une attaque militaire et d'y installer un gouvernement à sa solde, lequel toutefois ne parvient pas à contrôler le pays, voilà qui appartient à l'histoire récente, connue de tous. Retour du voile, limitation des droits des femmes, rétablissement du primat de la loi coranique : la « liberté » a enfin été instaurée dans ce pays martyr.

**V**

**AU NOM DE LA « LIBERTÉ » VERS LA BARBARIE**

En mai 2003, à la consternation générale des chancelleries européennes et de l'O.N.U., les États-Unis ont lancé une attaque de grande envergure, aérienne, navale et terrestre, qui a provoqué un nombre encore indéterminé de victimes, contre la république d'Irak accusée de détenir en secret des armes chimiques et de destruction massive. On sait bien que les inspecteurs internationaux envoyés avant le conflit pour « découvrir » ces armes, n'en trouvèrent pas l'ombre, et qu'on n'en a pas davantage trouvé trace au bout de plusieurs mois d'une occupation anglo-américaine de tout le pays, qui dure encore. Il y a même plus : la certitude que de telles armes n'ont jamais existé est désormais tellement fondée et documentée (cette affaire a coûté cher à des personnalités de l' *Intelligence Service* britannique et mis dans une posture grotesque le gouvernement Blair) qu'il a fallu abandonner cette motivation pour justifier l'attaque contre l'Irak et en inventer une autre, présentée comme la seule véritable : à savoir la nécessité impérieuse, imprescriptible, d'« apporter la liberté (et/ou la démocratie) » en Irak. Nécessité imprescriptible en Irak, mais pas dans d'autres endroits de la planète comme, pour prendre des exemples au hasard, en Birmanie, au Pakistan, en Libye, en Arabie Saoudite *etc. etc.*

Or cette intention d'« exporter la liberté » en Irak se solde par l'échec que tout le monde peut constater. Au bout de plus de quatre ans, la guerre dure encore, elle s'est même aggravée et devient chronique. Des milliers de soldats américains sont morts dans des attentats ou des combats quotidiens et, pour couronner le tout, la prise de position des occupants anglo-américains en faveur de la faction chiite (tandis qu'ailleurs, par exemple en Iran, ils considèrent les chiites comme les ennemis mortels de la « liberté ») a déclenché une guerre civile de plus en plus sanglante, surtout après la comédie électorale de février 2005. Au lieu de la « liberté », on a exporté une guerre civile impitoyable et sans issue qui ensanglante le pays, causant en moyenne cent morts par jour<sup>[21]</sup>. Cette « exportation » n'a même pas encore rapporté de véritable avantage économique aux occupants, si ce n'est peut-être la mise en coupe réglée des musées et des richesses artistiques, pillés en faveur des musées et des collectionneurs du « monde libre ».

Au début, une fois les « armes de destruction massives » évanouies dans la nature, une autre « bonne cause » avait été brandie : il fallait vaincre l'oppression irakienne sur la minorité kurde. Mais comme la Turquie, alliée essentielle des États-Unis dans la région, opprime ses Kurdes et, le cas échéant, les massacre, on a préféré laisser tomber cette « bonne cause » et les médias du « monde libre » – déjà prêts pourtant à réitérer les trémolos humanitaires émis pour le Kosovo – ont abandonné les Kurdes à leur sort pour n'en plus parler. La juste cause kurde a elle aussi disparu sans laisser de traces.

Mais revenons un instant sur le bluff des armes de destruction massive. On en connaît mal la véritable histoire. Plus d'un an avant le déclenchement de la guerre, le directeur général de l'O.I.A.C. (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), le Brésilien José Mauricio Bustani, avait exhorté l'O.I.A.C. à solliciter l'adhésion de l'Irak à cet organisme. Le *Guardian* du 20 avril 2002 écrivit que ce geste avait irrité le gouvernement des États-Unis : cette malencontreuse initiative de Bustani venait entraver la décision, déjà prise, d'attaquer l'Irak. Le gouvernement américain repoussa en bloc la proposition de Bustani et ordonna au gouvernement brésilien (dont le président était Fernando Cardoso) de révoquer Bustani de

son poste. On peut lire le texte de cette injonction dans la revue de l'université de São Paulo (*Estudios avanzados*, 16, 2002). Docile, le gouvernement Cardoso expédia Bustani comme consul général à Londres. Mais celui-ci fit un recours devant l'O.I.T. (Organisation internationale du travail) ; ce recours fut considéré comme fondé et l'éviction de Bustani de l'O.I.A.C. définie comme « illégale ». La censure tomba sur toute cette affaire : les habitants du « monde libre », en particulier les Italiens gouvernés par le centre-droit, ne purent avoir connaissance de la preuve manifeste à la fois du caractère prémédité et injustifié, de l'agression anglo-américaine contre l'Irak.

Il n'est pas téméraire d'affirmer que Pol Pot fut bien pire que Saddam. Saddam, lâche, narcissique, féroce persécuteur de ses adversaires ; Pol Pot, auteur de massacres et d'un génocide d'une telle ampleur qu'il restera parmi les plus mémorables de l'histoire connue jusqu'à présent. Mais en dépit de tout ce qu'on a écrit et filmé sur la folie homicide des Khmers rouges, on tend à occulter l'appui que, jusqu'au dernier moment, les différentes administrations américaines leur ont apporté, à eux et à leur chef. Il convient d'examiner cette affaire depuis ses origines pour en comprendre l'aboutissement.

L'homme des États-Unis au Cambodge était Lon Nol, le seul opposant influent au prince Sihanouk. Malgré l'habileté de ce dernier, toujours prompt à louvoyer entre les États-Unis, le Viêt-Nam et la Chine, Lon Nol parvenait toujours à obtenir un fauteuil dans tous les gouvernements que l'ingénieux prince échafaudait. La crise devint inévitable quand il fut clair que l'aide du Viêt-Nam du Nord à la guérilla viêt-cong du Sud transitait par le Laos et le Cambodge oriental, où la souveraineté du gouvernement de Sihanouk était mal établie. En août 1969, Lon Nol prit le pouvoir par un coup d'État ; en mai 1970, pour appuyer leur homme de paille qui entre-temps avait destitué Sihanouk, des troupes américaines entrèrent au Cambodge sans même prendre la peine de se dissimuler derrière des mercenaires, avec l'intention d'anéantir par la force le mouvement procommuniste des Khmers rouges et de couper ce qu'on appelait la « route Hô Chi Minh ». L'équilibre militaire fut renversé par la fuite des Américains de Saigon en avril 1975 : mais dès janvier, l'offensive khmère, appuyée par le Viêt-Nam du Nord, avait scellé le destin de Lon Nol, qui prit la fuite le 1<sup>er</sup> avril, presque au moment même où, à Saigon, l'on amenait le drapeau des États-Unis.

Tout alla très vite dès l'instauration du régime khmer rouge de Pol Pot. Distinction des citoyens en « peuple ancien » et « peuple nouveau » (le second devant être privilégié au détriment du premier), entreprise systématique de dépeuplement des villes, suppression de la propriété y compris des ustensiles de cuisine élémentaires, élimination physique d'environ un tiers de la population : tels furent les résultats hallucinants du régime de Pol Pot. Inquiet d'une folie aussi déterminée appuyée sans réserve par la Chine, le Viêt-Nam du Nord s'employa à créer un « Front de salut national cambodgien » (1978) et, au début de l'année suivante, envahit le pays et prit bientôt Phnom Penh. Le pays était libéré de son cauchemar.

À ce stade, les États-Unis exigèrent que le siège du Cambodge aux Nations-Unies restât au représentant de Pol Pot vaincu ; pire encore, ils œuvrèrent pour que Pol Pot reçoive les armes qui lui permirent de mener une guérilla intense contre le nouveau gouvernement occupé à sauver ce qui restait du Cambodge. Serviles, les gouvernements des puissances occidentales s'alignèrent. Personne ne reconnut le nouveau gouvernement, sauf les pays du « bloc socialiste ». L'argument allégué fut sublime : il était inadmissible de violer la souveraineté d'un pays, même dans un but humanitaire !

On trouve les informations de base sur l'aide économique et militaire des États-Unis à la guérilla de Pol Pot dans un article de John Pilger, *The Long Secret Alliance : Uncle Sam and Pol Pot*, paru dans *Covert Action Quarterly* (Washington) n° 62, automne 1997. Au printemps 1979, quand Phnom Penh avait été libéré depuis peu grâce à l'intervention du Viêt-Nam du Nord, Zbigniew Brzezinski, le conseiller pour la sécurité du philanthrope et éclairé

président Carter, déclara : « J'ai encouragé les Chinois à soutenir Pol Pot. J'ai suggéré aux Thaïlandais d'aider les Khmers rouges. Pol Pot a représenté une abomination : nous ne pourrions jamais lui fournir d'aide *directe*. Mais la Chine le peut. »<sup>[22]</sup> Le Viêt-Nam, allié de l'U.R.S.S., était l'ennemi et Pol Pot devenait *ipso facto* un allié. Grâce à l'appui des États-Unis, les Khmers rouges gardèrent leur siège à l'O.N.U. jusqu'en 1993, alors que leur gouvernement n'existait plus depuis 1979. Leur représentant sans légitimité s'appelait Thiounn Prasith et était l'un des plus proches collaborateurs de Pol Pot. Le 10 janvier 1989, l'éditorial du *Washington Post*, signé de Peter Goodman, demandait l'entrée des Khmers rouges dans une coalition qui dirigerait le Cambodge par intérim « jusqu'à de nouvelles élections ».

On sait combien les services secrets américains, et Henry Kissinger en personne, ont pesé dans l'action qui conduisit au coup d'État des généraux chiliens contre Allende et à l'installation d'un régime qui organisa des massacres destinés à terroriser les partisans du gouvernement légitime. Le 11 septembre 1973, le jour où Allende mourut en combattant, est une date cruciale dans la sinistre histoire de l'« exportation de la liberté ».

On sait moins que des mandats de comparution internationaux pèsent sur la tête de Kissinger en raison de sa responsabilité *directe* dans ces « crimes au nom de la liberté ». Le 28 mai 2001, Kissinger reçut la visite à Paris, à l'hôtel Ritz, de fonctionnaires de la police française qui lui communiquèrent un mandat de comparution signé du juge Roger Le Loire : il était appelé à répondre de la disparition de cinq citoyens français tués au Chili dans les premiers jours de la dictature de Pinochet. Kissinger quitta Paris sur-le-champ ; mais, s'il revient dans la capitale française, le mandat de comparution reste valable.

Ce n'est que la partie émergée d'un iceberg : on impute à ses directives l'un des premiers actes subversifs contre le Chili, accompli par le mouvement fascisant « Patria y Libertad » (ô la force des mots !) : l'assassinat du général Schneider, homme de confiance du président Allende fraîchement élu en septembre 1970. Puis ce fut le boycott de l'économie.<sup>[23]</sup> À ce sujet, une note prise dans le bureau de Kissinger par Richard Helms, à l'époque directeur de la C.I.A., et soumise au président, indique : « Risques connexes. Aucune implication de l'ambassade. Dix millions de dollars à disposition. Travailler à temps plein. Faire plonger l'économie. Quarante-huit heures pour le plan d'action. »<sup>[24]</sup>

Du reste Kissinger déclara, à propos de la série des consultations électorales à ses yeux inopportunes qui avaient marqué, entre 1970 et 1973, le succès croissant d'« *Unidad popular* », qu'« il ne voyait pas pourquoi il devrait être permis à un pays de “devenir marxiste” au seul motif que son peuple est irresponsable ». Les documents devenus accessibles pendant la seconde présidence Clinton montrent sans le moindre doute que Kissinger et ses collaborateurs s'employèrent à préparer le terrain au coup d'État du 11 septembre 1973 en aggravant la crise économique du Chili et en créant un climat de panique.<sup>[25]</sup>

Kissinger s'était soucié aussi de la « liberté » des Argentins. En mai 2001, le juge Rodolfo Corral, haut magistrat argentin, émit un mandat de comparution à son endroit pour complicité dans ce qui s'était appelé l'« opération Condor », c'est-à-dire la coordination secrète entre les différentes dictatures militaires d'Amérique du Sud. Le 6 décembre 2003, les journaux du monde entier annoncèrent que le *National Security Archive* rendait de nouveaux documents accessibles. Dans le procès-verbal de l'entretien entre Kissinger et le tout nouveau ministre des Affaires étrangères de la Junte argentine, César Augusto Guzzetti, le 7 octobre 1976, on trouve cette phrase du secrétaire d'État américain : « Notre position de principe est que nous souhaitons votre réussite. Plus vite vous réussirez, mieux ce sera. »<sup>[26]</sup>

La réponse, rassurante, de Guzzetti fut : « Nous sommes en train de démanteler les organisations terroristes ». Il entendait par ces mots la chasse à l'homme effrénée qui se solda par plus de trente mille *desaparecidos*.

L'utilisation généralisée du mot « terrorisme » avait commencé. Le précédent le plus

proche avait été le vocabulaire employé par les Allemands et leurs alliés pour désigner la résistance européenne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Soixante ans nous séparent de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les vainqueurs – Grande-Bretagne, États-Unis et U.R.S.S. – tentèrent de définir les équilibres mondiaux, mais ils ne parvinrent à des accords assez ponctuels définissant leurs zones d'influence que sur l'échiquier européen. Depuis 1945, trois types de comportement dans les relations entre grandes puissances, se répercutant sur la vie de presque tous les autres États, se sont succédé : a) la collaboration entre les vainqueurs dans l'immédiat après-guerre, qui n'a pas tenu longtemps (point de non-retour : le blocus soviétique de Berlin en 1948) ; b) la compétition des systèmes ou guerre froide, dont l'autre visage était une « coexistence pacifique » intermittente (1948-1991) ; c) la domination américaine qui, au-delà de son propre camp, déborde sur presque toute la partie du monde qui jusqu'en 1990 gravitait de façon directe ou indirecte autour de l'U.R.S.S. (depuis 1991). Alliée des États-Unis à partir de 1970, la Chine s'affirme de plus en plus comme puissance mondiale, allant désormais sur les brisées de son ex-allié américain, en particulier dans le domaine économique, ce qui ouvre des scénarios totalement inédits pour les prochaines décennies. Toutefois, nous allons le voir, l'élément imprévu est que l'effondrement de la perspective socialiste lié à l'éclatement de l'U.R.S.S. a placé l'Occident et, en premier lieu, les États-Unis, face à de nouvelles formes d'« antagonisme » beaucoup plus âpres et, dans un premier temps, sous-estimées.

Jusqu'en 1989, chacun des deux « États-guides » maintenait l'ordre dans son camp, c'est-à-dire s'assurait que ses alliés conservaient des systèmes politiques semblables au sien. Certaines zones n'étaient pas attribuées de façon claire et là, on pouvait essayer d'induire des changements, y compris par la guerre. Le Proche-Orient – où, en 1956, les prétentions anglaises et françaises de compter sur l'échiquier mondial s'étaient évanouies à jamais – était un théâtre d'affrontement. Dans cette partie du monde, en effet, des renversements d'alliance pouvaient avoir lieu. En 1948, l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie arment Israël, l'Angleterre les Arabes ; en 1956, l'U.R.S.S. est du côté de l'Égypte et tend la main à tout le monde arabe, tandis que l'Angleterre arme et utilise Israël pour attaquer l'Égypte.<sup>[27]</sup>

Le Sud-Est asiatique était un autre secteur sans attaches fixes. La conférence de Genève (1955) n'avait pas décrété que les États-Unis remplaceraient dans l'ancienne Indochine française la France vaincue à Diên Biên Phû. Pourtant les États-Unis purent intervenir à visage découvert, non plus par mercenaires interposés, aux côtés du gouvernement Diem (au nom bien entendu de la « liberté » du Viêt-Nam) et ils opérèrent *directement* au Cambodge aussi. Il va sans dire qu'ils ne purent empêcher l'autre camp de prendre à son tour des mesures et qu'ils durent se contenter d'exploiter le conflit russo-chinois qui allait grandissant. De même, les Soviétiques purent intervenir ouvertement en Afrique orientale au moyen de « volontaires » cubains aux côtés de Menghistu qui avait instauré une « démocratie populaire » en Éthiopie et faisait la guerre à la Somalie pour le contrôle de l'Ogaden. À Grenade (1983) et au Panama (1989), l'intervention militaire américaine fut tout naturellement *directe*, tandis qu'au Chili (1970-1973), comme du reste en Indonésie (1965), il avait fallu faire appel à la « guerre secrète » par l'intermédiaire de la C.I.A.. En Europe, l'U.R.S.S. feignait de répondre à l'appel à l'aide d'un « gouvernement ami » (Kâdâr en 1956 ; Husâk en 1968). Les États-Unis installèrent un gouvernement plus qu'ami en Grèce, celui des colonels (1967), considérant que, en vertu des accords de Moscou d'octobre 1944, qui

octroyaient aux Anglais la suprématie en Grèce « à 90 % »[\[28\]](#), on pouvait en un certain sens fouler aux pieds la « liberté » des Grecs, au nom bien entendu de la liberté et dans le souci de les ancrer dans le « monde libre ».

Tout change avec la chute de l'U.R.S.S.. La pratique de l'intervention directe se généralise : de la Yougoslavie (1990) à l'Irak (2003), sans plus recourir à la médiation de « gouvernements de complaisance » ou d'opérations « indirectes ». C'est le triomphe posthume de la « doctrine Brejnev ».

Les événements évoqués dans ces chapitres mettent en lumière la façon dont un programme d'exportation d'idéaux et de modèles politiques (« liberté », « démocratie », « socialisme » etc) dissimule en réalité des exigences de « puissance ».

Voici pourquoi les voix aussi péremptoires qu'inefficaces qui s'élèvent pour demander l'application effective, voire systématique, de ces mots d'ordre manipulateurs prêchent dans le désert quand elles ne sont pas risibles. L'injonction de Bernard-Henri Lévy dans le *Corriere della Sera* du 1<sup>er</sup> mai 2006, est à cet égard mémorable : « Il est temps que l'Occident intervienne au Darfour ».[\[29\]](#)

Peut-être l'ancien « nouveau philosophe » oubliait-il, dans le feu de l'écriture, le rôle du Soudan fondamentaliste dans l'entraînement des « volontaires » intégristes (Kosovars de l'U.C.K. et autres) promus pendant quelque temps au rang de paladins de la « liberté » quand il s'agissait de démanteler la fédération yougoslave. Il est vrai qu'on s'est employé à effacer au plus vite le souvenir de ces paladins devenus encombrants. Mais ce ne fut pas chose aisée.

Un programme d'« exportation de la liberté » rigoureux est irréalisable, puisqu'il devrait, pour être cohérent, s'attaquer à des cibles sans nombre et intouchables, comme le géant chinois, l'Arabie Saoudite ou l'État théocratique du Vatican. Cette impossibilité a fini par trouver sa systématisation nécessaire dans un discours justificateur, plutôt simple et répété de façon obsédante par la machine à persuader de l'information. En substance, la voici : comme on ne peut frapper de façon indiscriminée tous les lieux où, selon l'administration américaine, il faudrait exporter et installer la « liberté », on doit se concentrer sur les « États voyous », c'est-à-dire ceux qui non seulement sont marqués à l'origine du péché de « non-liberté », mais, qui de surcroît s'ingénient à troubler la sérénité du « monde libre » – lequel inclut, de façon inexplicable, le Pakistan et l'Arabie Saoudite –, par le truchement du terrorisme.

Ce mot, effrayant, aux pouvoirs quasi magiques, défraie la chronique. Il est lui-même une arme. Tout comme le Minos de Dante « juge et bannit suivant les tours »<sup>[30]</sup>, de même l'administration américaine a pouvoir souverain de décider qui est terroriste et qui ne l'est pas, qui d'ores et déjà est susceptible d'être agressé et désarmé et qui tôt ou tard doit s'attendre à l'être.

Il est par ailleurs indiscutable que le Moyen-Orient<sup>[31]</sup> présente en effet certains des traits dénoncés par le discours sur la « liberté » qui – justement à travers une telle dénonciation – façonne les fables convenues en Occident. Le plus inquiétant de ces traits est la motivation religieuse qui alimente le choix extrême du « terrorisme ». Aussi « fondamentalisme islamique » et « terrorisme » sont-ils en train de devenir, non sans raison, synonymes. Tandis qu'à l'inverse, le poids de ce qu'on appelle les « partis religieux » grandit jusque dans un État à l'origine non confessionnel et socialiste comme Israël.

Le monde islamique dispose d'un facteur de mobilisation redevenu irrésistible : le fanatisme religieux ; ou plus précisément le ciment religieux qui vient souder l'opposition et la résistance à l'Occident.

Si, sans tenir compte de la dramatisation dont l'entourent les excès rhétoriques, on peut considérer aujourd'hui le ciment religieux comme le plus grand danger pour la *pax americana*, c'est en dernière analyse parce qu'on a choisi pendant un demi-siècle de *tenir en échec par tous les moyens la diffusion du « modèle soviétique » dans le monde arabo-musulman*, d'empêcher son expansion au-delà des frontières d'une « Asie soviétique » désormais, elle, laïcisée.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le mythe de la révolution communiste s'était brisé en Occident. L'Occident avait reculé devant la « contagion » révolutionnaire. Pour s'en préserver, il en arriva à inventer une autre révolution, qui se laissait domestiquer : le fascisme. De toute façon, en Occident, c'est la social-démocratie qui a gagné la partie engagée depuis 1917 avec le communisme. (Et par la suite, les communistes occupèrent un certain temps, dans différents pays européens, une place d'autant plus considérable qu'ils se tournaient vers l'horizon culturel de la social-démocratie sans égard aux étiquettes.) En revanche, l'espoir d'élargir l'expérience bolchevique au-delà de la grande fédération constituée par l'U.R.S.S. s'était reporté vers l'Orient : Chine, Inde, monde arabo-musulman. Ce changement de perspectives géographiques était déjà en germe dans le dernier discours de Lénine (*Plutôt moins, mais mieux*). De nombreux signes laissaient escompter un plus grand succès pour cette nouvelle orientation. Le résultat le plus spectaculaire en ce sens sembla la victoire maoïste en Chine, destinée au contraire à déboucher sur le schisme le plus grave et le plus dévastateur, et dont la conséquence serait l'alliance inédite entre les États-Unis et la Chine, qui a changé le cours de l'histoire. (C'est pourquoi Kissinger, malgré tous ses crimes reste, en tant qu'architecte de l'alliance sino-américaine qui a vaincu l'U.R.S.S., l'un des principaux hommes d'État du XX<sup>e</sup> siècle.<sup>[32]</sup>) Le choix proarabe de Khrouchtchev (les fantomatiques « bourgeoisies nationales » !) avait été une étape dans cette direction, mais il fut habilement contenu et repoussé par les manœuvres américaines, jusqu'à la retentissante « volte-face de Sadate » après la guerre du Kippour (1973).

L'échec du « socialisme arabe » était désormais inscrit à l'horizon : non seulement à cause de son ambiguïté et de ses lointaines origines fascisantes, mais surtout parce qu'en les courtisant (pour à la fin, perdre la partie), les Soviétiques avaient peu à peu sacrifié les mouvements communistes de ces pays, se privant ainsi de leurs seuls véritables alliés possibles.

Maintenant que cet échec est consommé, la cause « anti-impérialiste » repose entre les mains du « parti de Dieu » – soit de la caste sacerdotale iranienne, soit de son bras armé –, dont les conceptions sont demeurées à un stade prépolitique irrationnel. « Depuis que l'U.R.S.S. ne contrôle plus les pressions venant d'en bas contre les riches de la planète, a écrit un critique désenchanté, et que l'Islam a pris leur tête, la survie du monde riche est en péril. »<sup>[33]</sup> On a dit, et écrit, jadis, que la solution de rechange au socialisme était « la barbarie ». Nous en sommes peut-être là.

Le 29 septembre 2006, le pape Benoît XVI, recevant dans sa résidence de Castelgandolfo l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger, lui a demandé d'entrer dans son équipe de conseillers en politique étrangère. Kissinger a accepté.

# DOCUMENTS

# ***MOTU PROPRIO* de Pie IX**

À nos bien aimés sujets

Dans ce havre pacifique où il plut à la Divine Providence de nous conduire afin que nous puissions exprimer librement nos sentiments et notre volonté, nous attendions que se manifeste chez nos enfants dévoyés le remords pour les sacrilèges et les méfaits commis contre les personnes qui nous sont préposées et dont certaines furent tuées, d'autres outragées de la plus barbare façon, sans considérer ce qui fut perpétré dans notre résidence et contre notre propre personne. Nous ne vîmes néanmoins qu'une invitation stérile à rentrer dans notre capitale sans que ces graves atteintes aient été en rien condamnées et sans la moindre garantie qui nous protège de la trahison et de la violence de cette même bande de forcenés qui tyrannise encore sous un despotisme barbare Rome et l'État de l'Église. Nous comptions pourtant que les protestations et les injonctions que nous avons émises rappellent à leur devoir de fidélité et d'obéissance ceux qui méprisent et bafouent l'une et l'autre dans notre capitale même et dans nos États. Mais ils eurent l'audace de commettre un nouveau geste plus monstrueux de félonie manifeste et de véritable rébellion qui porta notre affliction à son comble et suscita notre juste indignation, tout en consternant l'Église Universelle. Nous voulons parler de ce geste, en tout point détestable, par lequel on prétendit convoquer une soi-disant Assemblée générale nationale de l'État romain par un décret du 29 décembre dernier, pour établir une nouvelle forme politique à donner aux États pontificaux. Multipliant ainsi les iniquités, les auteurs et partisans d'une anarchie démagogique tentent d'arracher au Pontife romain l'autorité temporelle sur les possessions de la sainte Église, alors qu'elle est incontestablement établie selon le droit le plus ancien et le plus solide, vénérée, reconnue et défendue par toutes les nations ; et ceci en supposant et laissant supposer que son pouvoir souverain est sujet à controverse ou dépend de caprices factieux. Nous épargnerons à notre dignité l'humiliation de nous attarder sur ce que ce geste contient de monstrueux et d'abominable par l'absurdité de son origine comme par l'illégalité de ses formes ou par l'impiété de son but ; mais il appartient à l'autorité apostolique dont, bien que nous en soyons indignes, nous sommes investi, ainsi qu'à la responsabilité qui nous lie aux serments les plus sacrés prononcés devant le Tout-Puissant, non seulement de protester, comme nous le faisons avec la plus grande énergie et efficacité, contre ce geste lui-même, mais aussi de le condamner à la face de l'univers comme une atteinte profonde et sacrilège à notre indépendance et à notre souveraineté, qui mérite les châtiments prévus par les lois humaines et divines. Nous sommes convaincus qu'en recevant cette invitation impudente, vous aurez été envahis par une sainte indignation et que vous aurez rejeté loin de vous une provocation si coupable et si honteuse. Malgré cela, pour qu'aucun de vous ne puisse dire qu'il a été berné par des charmes trompeurs et des prêcheurs de doctrines subversives, ni qu'il ignorait ce que trament les ennemis de tout ordre, de toute loi, de tout droit, de toute véritable liberté et de votre bonheur même, nous voulons aujourd'hui à nouveau élever et répandre notre voix afin de vous assurer fermement que nous vous interdisons de façon catégorique, quelle que soit votre condition ou couche sociale, de participer aux réunions qu'on oserait faire pour nommer les individus à envoyer dans cette assemblée que nous avons condamnée. En même temps, nous vous rappelons que cette interdiction absolue que nous formulons est sanctionnée par les décrets de nos prédécesseurs et par les conciles, en

particulier par le saint Concile général de Trente (*Sess. XXII C. XI. De Refor.*<sup>[34]</sup>), dans lesquels l'Église a de façon réitérée prononcé avec force ses interdictions et principalement l'excommunication majeure qui frappe, sans qu'aucune déclaration ne soit nécessaire, quiconque ose se rendre coupable de quelque atteinte que ce soit à la souveraineté temporelle des Souverains Pontifes romains ; tout comme nous déclarons qu'elle a hélas déjà frappé tous ceux qui ont prêté leur concours au geste cité et aux actes précédents qui étaient dirigés contre cette même souveraineté ou qui, de toute autre façon et sous de fallacieux prétextes, ont violé et usurpé notre autorité. Si nous nous sentons obligés en conscience de protéger le dépôt sacré du patrimoine de l'épouse de Jésus-Christ confié à nos soins, en recourant à l'épée de la juste sévérité que nous a remise dans ce but le Juge divin, nous ne pouvons toutefois jamais oublier que nous remplaçons sur terre Celui qui, même dans l'exercice de sa justice, ne laisse de manifester sa miséricorde. Élevant donc nos mains au Ciel et remettant de nouveau et recommandant à Lui une très juste cause qui est davantage la Sienne que la nôtre, tout en nous déclarant prêts, avec l'aide de sa puissante grâce, à boire jusqu'à la lie pour la défense et la gloire de l'Église catholique le calice des persécutions que Lui-même le premier voulut boire pour la santé de celle-ci, nous ne cesserons de Le supplier et de Le conjurer de vouloir exaucer avec bienveillance les prières ferventes que nous Lui adressons jour et nuit pour la conversion et le salut de ceux qui se sont fourvoyés. Aucun jour assurément ne se lèvera pour nous plus riant et joyeux que celui où il nous sera donné de voir rentrer à la bergerie du Seigneur ces enfants qui aujourd'hui nous infligent tant de tribulations et d'amertumes. L'espoir de jouir rapidement d'un si beau jour est conforté en nous par l'idée que, venues des lèvres et du cœur des fidèles du monde catholique tout entier, des prières universelles se joignent aux nôtres pour monter vers le trône de la divine miséricorde, et qu'elles la stimulent et la forcent continuellement à changer le cœur des pécheurs pour le ramener dans la voie de la vérité et de la justice.

*Datum Cajetae die I Januarii Anni 1849*<sup>[35]</sup>

*PIUS PP. IX*

# LETTRE DE KHOMEINY À GORBATCHEV <sup>[36]</sup>

*(Lettre du 1er janvier 1989)*

Au nom de Dieu, le Bienveillant, le Miséricordieux,

À votre excellence Monsieur Gorbatchev, Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union soviétique, mes vœux de bien-être et de félicité, pour vous-même et la nation soviétique.

Comme, depuis votre arrivée au pouvoir, il semble que votre excellence a entrepris de réviser et de renouveler le projet politique soviétique global, et tout spécialement celui qui concerne l'U.R.S.S. même ; et comme votre courage et votre audacieux effort de réalisme peuvent amener des bouleversements, voire des changements révolutionnaires dans les équations de la domination mondiale, j'ai estimé nécessaire de vous rappeler certains faits.

Il est certes possible que vos orientations nouvelles aient pour seul but de résoudre des problèmes politiques, et, simultanément, de remédier à certaines des difficultés rencontrées par votre peuple, mais, même dans ces limites, votre courageuse révision d'une idéologie qui a si longtemps retenu derrière des rideaux de fer la jeunesse révolutionnaire du monde est digne de louanges. Mais à supposer que vos préoccupations transcendent ces objectifs limités, le premier acte pouvant à coup sûr vous conduire au succès serait de revenir sur la politique d'élimination de Dieu et de la religion menée par vos prédécesseurs, coup évidemment le plus sévère de tous ceux qui ont été portés au peuple soviétique ; et de prendre conscience qu'une approche réaliste des affaires mondiales est impossible en dehors de cette voie-là.

Bien sûr, il se peut que les incohérences et les méfaits économiques des précédents dictateurs communistes aient fait apparaître l'herbe plus verte dans le camp occidental. Mais là n'est pas le vrai problème. Si, au point où vous en êtes, vous espérez vous débarrasser de la camisole paralysante du socialisme et du communisme en sautant dans les bras du capitalisme occidental, vous ne guérerez aucun des maux dont souffre votre société, bien au contraire : des maux différents viendront s'y surajouter. Car si le marxisme est aujourd'hui dans l'impasse économique et sociale, l'occident n'est pas en meilleur état, même si les maux qui l'accablent n'ont pas la même ampleur, et n'affectent pas les mêmes secteurs.

Votre excellence, M. Gorbatchev, il faut regarder la vérité en face. Le problème essentiel de votre pays n'est pas celui de la propriété, ni de l'économie, ni de la liberté. Votre problème essentiel est ce manque de foi en Dieu qui a déjà entraîné l'occident sur la voie de la décadence et des impasses, ou ne tardera pas à le faire. Votre problème essentiel est votre longue et futile bataille contre Dieu, source de toute vie et de la Création toute entière.

Votre excellence, M. Gorbatchev. Il est désormais évident que le communisme est à ranger aux archives de l'histoire politique mondiale, car il n'a pu subvenir à aucun des vrais besoins de l'homme. C'est une idéologie matérialiste et le matérialisme ne peut sauver l'humanité de cette crise de la foi et de la spiritualité qui est le mal dominant, en occident aussi bien que

dans les pays de l'est.

Votre Sainteté [ici, le terme utilisé par R. Khomeiny est « *Hazrat* » qui sert pour qualifier les 12 Imams impeccables. Dans une lettre où chaque formule est ajustée au millimètre, il s'agit sans doute plus d'une insolence que d'une étourderie] M. Gorbatchev, il est possible que vous n'ayez pas encore tourné définitivement le dos à tout ce que représente le marxisme ; il se peut même que vous exprimiez encore, dans l'avenir, votre foi en celui-ci. Mais vous ne pouvez pas vous dissimuler que la réalité n'est pas là. Les chinois ont porté un premier coup au communisme. Vous lui en avez porté un second – fatal semble-t-il. Aujourd'hui, il n'existe rien au monde qui ressemble au communisme. Mais, je vous en avertis, le risque est grand que vous atterrissez dans les prisons de l'occident, du grand Satan, une fois mise à bas cette construction doctrinale fantaisiste qu'est le marxisme.

Je vous souhaite néanmoins de connaître une gloire durable pour avoir su débarrasser votre propre pays, et l'Histoire, des dernières couches de ces détritiques entassés depuis soixante-dix ans par le communisme mondial. Aujourd'hui, dans les pays qui suivent votre voie, tous les cœurs battent pour des patries, pour des peuples, et nul n'est plus prêt à gaspiller ses ressources – souterraines ou autres – pour prouver la validité du communisme, doctrine dont chacun aura pu constater qu'elle a les reins brisés.

M. Gorbatchev, quand on a pu, au bout de 70 ans, entendre retentir le cri de « *Allahou Akbar* », et la profession de foi dans la prophétie du sceau des prophètes – salut et bénédiction de Dieu sur Lui et sa descendance – au minaret des mosquées de certaines de vos républiques, tous les fidèles du pur Islam de Mahomet ont pleuré de joie. C'est pourquoi je crois bon de vous exhorter à revenir sur ce que sont les doctrines matérialistes et sacrées.

Les matérialistes font des sens les critères de la connaissance, et écartent du champ de la science tout ce qui ne provient pas de ceux-ci. Ils considèrent que l'existence est de nature matérielle, et que l'immatériel n'existe pas. Ils tiennent donc pour de simples mythes toutes les réalités non manifestes telles que Dieu tout-puissant, l'inspiration divine, les prophéties.

Mais dans la conception sacrée des choses, la connaissance englobe à la fois les critères des sens et de la raison. Le rationnel est également compris dans le champ de la science, quoiqu'il ne puisse être perçu par les sens. D'où le fait que l'existence englobe tout à la fois le visible et l'invisible ; et que les éléments immatériels puissent bel et bien exister. De même que les éléments matériels peuvent traduire des réalités abstraites, la connaissance sensorielle repose-t-elle bien sur une base rationnelle.

Le saint Coran rejette les bases de la pensée matérialiste, et à tous ceux qui prétendent que Dieu n'existe pas, car autrement on le verrait, « nous ne vous croirons pas tant que nous n'aurons pas vu Dieu de façon tangible », le Coran répond : « Il ne voit pas par des yeux, bien qu'il comprenne ce qu'est un œil, et Il est le plus subtil, l'omniscient ». Mais laissons là le noble et saint Coran, et les preuves qu'il offre sur l'inspiration divine, la prophétie et la résurrection, encore que cela puisse être pour vous une bonne base de départ.

Je ne souhaite vraiment pas vous entraîner dans les labyrinthes d'une conversation philosophique, de philosophie musulmane encore bien moins. Je me limiterai donc à un ou deux exemples simples, intuitifs autant que rationnels, sans doute profitables à un politicien. Il est clair que les objets physiques, matériels, quels qu'ils soient, n'ont pas conscience d'eux-mêmes. Une statue de pierre, la statue d'un homme a deux faces : chacune de celles-ci est

inconsciente de l'autre ; alors que nous savons bien que l'homme et les animaux ont conscience de ce qui les entoure. Ils savent où ils sont, ce qui se passe autour d'eux, dans leur environnement. Il y a donc, chez l'homme et l'animal, une dimension qui transcende la matière ; qui se distingue des choses matérielles et survit à la disparition de celles-ci.

De par sa nature même, l'homme cherche à atteindre la perfection, quel qu'en soit le domaine, et ce le plus absolument qu'il le peut. Mieux que personne, vous savez que l'homme souhaite le pouvoir absolu ici-bas et ne se satisfait pas d'un pouvoir subalterne. S'il possède le monde entier, et apprend qu'il en existe un autre, il voudra le conquérir aussi. Quelle que soit son instruction, si l'homme apprend l'existence d'une science nouvelle, il souhaitera également s'en imprégner. Si l'homme vise à les atteindre, c'est donc que le pouvoir absolu et la connaissance absolue existent. Ce pouvoir, cette connaissance suprême ne sont autres que Dieu tout-puissant, vers lequel nous tendons tous à nous élever, même quand nous n'en avons pas conscience.

L'homme cherche à atteindre la vérité absolue pour pouvoir s'anéantir en Dieu. Fondamentalement, ce désir de vie éternelle en chaque être humain est un signe de l'existence d'un monde éternel, au-delà de la mort.

Si votre excellence souhaite s'informer sur tout cela, elle prescrira à ses intellectuels de se référer – nonobstant les œuvres des philosophes occidentaux concernés – aux ouvrages de philosophie péripatéticienne de Farabi et d'Avicenne, sur eux la paix de Dieu. Ainsi, vos intellectuels pourront-ils se persuader du fait que la loi de cause à effet sur laquelle reposent tous nos modes de compréhension, nous est accessible par le canal de la raison, et non par celui des sens. Qui mieux est, l'intelligence des faits, au sens large du terme, ainsi que les lois générales qui sous-tendent l'ensemble des systèmes de raisonnement, sont-elles également rationnelles et non sensorielles.

Ils se référeront non moins utilement aux livres de Sohrawardi, sur lui la paix de Dieu, portant sur la philosophie de l'illumination ; ils pourront ainsi expliquer à votre excellence comment la matière, comme toute entité douée d'existence, tend vers la lumière pure, libérée de toute contrainte sensorielle. La perception mystique qu'a l'homme de sa propre réalité intérieure est pure, elle aussi, de toute contingence sensorielle.

Vous pourrez aussi ordonner à vos grands savants de se référer à la philosophie sublime de Sadr el-Mote'allehin – qu'il soit admis au paradis de Dieu pour y évoluer parmi les Prophètes et les Saints –, ils y découvriront que la vérité scientifique est non-matérielle dans son essence ; que toute pensée diffère de la matière et n'est pas soumise aux lois de celle-ci.

Mais je m'en voudrais d'abuser de votre attention, et c'est pourquoi je me garderai de mentionner les œuvres des mystiques, pas même celles d'Ibn Arabi. Cependant, si vous désirez prendre connaissance des théories de ce grand homme, puis-je vous conseiller de nous envoyer à Qom quelques-uns de vos experts les plus sagaces et les plus versés dans ces affaires ? Il se peut qu'en quelques années, Dieu aidant, ceux-ci entrevoient les subtiles profondeurs de ces stades du mysticisme où toute pensée est plus fine qu'un cheveu. Mais sans un tel séjour, l'acquisition de ces connaissances est bien entendu impossible.

Votre excellence M. Gorbatchev, si je me suis permis ces quelques commentaires et propos introductifs, c'est pour vous exhorter à étudier sérieusement l'Islam. Vous n'en éprouvez sans doute pas un besoin personnel intense, mais sachez que l'Islam, source de valeurs

sublimes et éternelles, peut contribuer au bien-être et au salut des peuples de ce monde, et résoudre les problèmes fondamentaux de l'humanité. Une étude sérieuse de l'Islam pourrait entre autres vous débarrasser à tout jamais de problèmes comme celui de l'Afghanistan.

Tous les musulmans du monde sont pour nous des compatriotes et nous nous sentons toujours comptables de leur sort. La relative liberté de culte dans quelques républiques soviétiques montre que vous ne voyez plus dans la religion un opium pour le peuple. D'ailleurs comment peut-on considérer comme un opium une religion qui a permis à l'Iran de résister, immuable comme le roc, aux super-puissances ? Une religion qui prône le règne de la justice partout dans le monde et aspire à la libération de l'homme de toutes ses chaînes matérielles et spirituelles est-elle un opium pour le peuple ?

Une religion qui met à disposition des super-puissances les ressources matérielles et spirituelles des nations, islamiques ou non ; qui rejette toute implication politique, voilà un opium du peuple. Mais ce n'est plus une religion authentique, tout juste ce que notre peuple appelle un culte américain.

Je vous indique, pour conclure, que la République islamique d'Iran, en tant que bastion le plus grand et le plus puissant de l'Oumma musulmane, est parfaitement en mesure de remplir le vide idéologique dont souffre votre système. Mais, même sans cela, sachez que notre pays croit aux relations de bon voisinage, aux bonnes manières réciproques, et s'en tiendra, comme ce fut toujours le cas, à ces principes.

Paix à ceux qui suivent la voie de la Vérité.

Rouhollah Moussavi KHOMEINY

---

[1] *Durezza della politica (Dureté de la politique)*, in : *Città libera*, Rome, 14. IX. 1945.

[2] Xénophon, *Helléniques*, II, 2,23.

[3] Thucydide, I, 19.

[4] *Ibidem*, I, 88.

[5] *Ibidem*, I, 139,3.

[6] *Œuvres de Maximilien Robespierre*, tome VIII, éditions Phénix, Ivry, 2000, p. 81-83.

[7] Gramsci dans ses *Cahiers de prison*, ne parlera-t-il pas, à propos du premier Bonaparte, de « césarisme progressif » ?

[8] Léon Tolstoï, *Guerre et Paix*, traduction d'Henri Mongault, Gallimard, La Pléiade, 1952. (N.d.T)

[9] Les *Mémoires* de La Révellière-Lépeaux furent publiés cinquante ans après sa mort. Ce document est conservé aux Archives nationales à Paris, sous la cote A. F., III, 442, N. 2. Il est transcrit dans le *Registre particulier des décrets et délibérations secrètes*, n. 306.

[10] *Mémoires de La Révellière-Lépeaux*, Paris, Plon, [1873], 1895<sup>2</sup>, tome II, pp. 281-282 et p. 285.

[11] La République parthénopeenne est une république proclamée le 21 janvier 1799 à Naples par les troupes françaises (Note du Scanneur)

[12] D'après Hérodote, *L'Enquête*, présenté, traduit et annoté par Andrée Barguet, Gallimard, Paris, 1964, p. 239. (N. d. T.)

[13] Texte initialement publié dans *La révolte de la Hongrie*, in : *Les Temps modernes*, no 129-130-131, novembre-décembre 1956-janvier 1957 ; réédité dans *Situations, VII. Problèmes du marxisme, 2*, Gallimard, Paris, 1965, p. 250.

[14] On dispose de nombreux documents photographiques sur ce sujet.

[15] Comme on l'a appris par les mémoires de l'ambassadeur Veljko Micunovic, *Journées de Moscou 1956-1958, un*

*ambassadeur de Tito au Kremlin*, Zagreb, 1977, traduit sous la direction de Janine Matillon, Paris, Laffont, 1979.

[16] *The great game*, London 1990 ; édition italienne *II grande gioco*, traduit par G. Petrini, Adelphi, Milan, 2004.

[17] Konstantin von Kaufman, « l'artisan de la conquête russe de l'Asie centrale »

[18] *Il grande gioco*, *op. cit.*, p. 577.

[19] Cf. Kermit Roosevelt, *Countercoup : the Struggle of the Control of Iran*, Mc Graw Hill paperback, Columbus, 1981, p. 9.

[20] Voir ce texte en appendice au présent volume.

[21] Donnée mise à jour le 20 août 2006 (journal télévisé de RAI 1 de 13h30).

[22] Elizabeth Becker, *When the War was over : Cambodia and the Khmer Rouge Revolution*, Public Affairs, New York, 1998, p. 435.

[23] Archétype immortel : les faux assignats anglais introduits pour saper la première République française.

[24] Christopher Hitchens, *Les crimes de Monsieur Kissinger*, traduit de l'anglais par Jean-Marc Jacot, Éditions Saint-Simon, Paris, 2001.

[25] Patricia Verdugo, *Attende : Còmo la Casa Blanca provoeò su muerte*, Catalonia Editorial, Santiago du Chili, 2003.

[26] *Corriere della Sera*, 6 décembre 2003, p. 14.

[27] Sergio Romano, *Corriere della Sera*, 23 juillet 2006, p. 27.

[28] Winston Churchill, *The Second World War* (1953), VI, p. 198.

[29] Il se référait à la guerre des Zaghawa et des Massalit contre Khartoum (Soudan).

[30] Dante Alighieri, *Enfer*, V, 6, traduction de Jacqueline Risset, Flammarion, Paris, 1985, p. 61. (*N.d.T.*)

[31] Le Moyen-Orient est aussi un des épicycles de la production mondiale de pétrole.

[32] Après Tien An Men (juin 1989), Kissinger s'opposa sans hésitation à ceux qui réclamaient des sanctions contre la Chine. Il déclara : « La Chine pèse trop lourd dans la sécurité nationale américaine pour que nous mettions en péril nos relations sur la base d'une émotion momentanée. » (Hitchens, *Les crimes de Monsieur Kissinger*, *op. cit.*)

[33] Emanuele Severino, *Corriere della Sera*, 17 août 2006, p. 1.

[34] Session XXII, canon XI du *Décret de réformation*. (*N. d. T.*)

[35] Fait à Gaète, le 1<sup>er</sup> janvier 1849. (*N.d.T.*)

[36] Lettre traduite par Xavier Raufer et parue dans le N° 9 de *Notes et Études* de mars 1989. [Xavier Raufer n'étant ni arabisant ni iranisant, je doute qu'il puisse traduire quoique ce soit d'écrit par Khomeiny (Note du Scanneur)]